

# JOURNAL DE S<sup>T</sup>-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

**ADMINISTRATION. — REDACTION.**  
Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, n° 15.  
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.  
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner toujours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.  
**PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG**  
ANGLAISES ET AFFICHES . . . . . 10 cop. la ligne.  
RECLAMES . . . . . 25 —  
FAITS DIVERS . . . . . 75 —

**S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de la Police, n° 15, à l'ancien Gloukhof, péroukoff, n° 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchés; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAEGHELIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Elég; L. ULMANN et C<sup>e</sup>, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDRIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAMM, libraire à Vilna; à Paris, à l'Office de Publications Russes, Chancellerie d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C<sup>e</sup>, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGEL.**

## PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

	En mois.	Trois mois.	Six mois.	Un an.
Russie (SAINT-PETERSBOURG) . . . . .	2 r.	5 r. 50 k.	10 r.	18 r.
Etats de l'Union postale Allemande . . . . .	2 50	6 75	12 25	22
Belgique, Suisse, Hollande et Italie . . . . .	2 50	7 12	13 22	24
France, Danemark, Angleterre et Roumanie . . . . .	3	8 50	14 27	27
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte . . . . .	3 25	9 25	15 30	30
Etats-Unis d'Amérique . . . . .	3 75	10 50	19 36	36

PRÉF. DU JOURNAL: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 4 cop.  
à l'intérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

## CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> JANVIER.  
Les abonnements datent du 1<sup>er</sup> du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 DÉCEMBRE.  
**Abonnements pour St-Petersbourg:** au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de la Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15.  
**Abonnements pour l'intérieur:** adresser les lettres et l'argent au bureau d'annonces à St-Petersbourg, Maximilianovsky péroukoff, n° 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchés. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.  
**Abonnements pour l'étranger:** adresser les lettres à l'administration du journal, Maximilianovsky péroukoff, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

## PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 6 février.

**ARMÉE DE TERRE.** Un congé de six mois à l'étranger est accordé au général d'infanterie, aide de camp général de Kotzebue, gouverneur général de Nouvelle-Russie et de Bessarabie et commandant les troupes de la circonscription militaire d'Odesa, et pendant son absence le commandement de ces troupes est confié à l'adjudant commandant, lieutenant-général Semakha, du corps d'état-major.

Décès le général-major Krasnokoutsky, adjoint du chef d'état-major de la circonscription militaire de Kiev. (Ord. du jour imp. du 5 février.)

**MINISTÈRE DES FINANCES.** Nomination à l'emploi de gérant de la chambre des finances de Kourk, le conseiller d'Etat actuel Laptew, en disponibilité au ministère. (Ord. du jour imp. du 26 janvier.)

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE.** Mutation. Le conseiller d'Etat actuel Lalaïew, attaché au bureau du premier procureur du 1<sup>er</sup> département du sénat dirigeant, passe en la même qualité à la 1<sup>re</sup> section du 3<sup>e</sup> département du sénat, à dater du 19 janvier 1873.

Décès le conseiller privé de Schneider, professeur émérite et membre du conseil de l'école impériale de droit. (Ord. du jour du min. de la justice du 23 janvier.)

**CORPS CONSULAIRE ÉTRANGER.** M. Brunning, ci-devant vice-consul d'Allemagne à Alexandrie, a obtenu son exequatur en qualité de consul d'Allemagne à Tiflis. (Gazette du Sénat.)

Le Bulletin des Lois (n° 12) publie les statuts: 1<sup>o</sup> de la Société de crédit mutuel de Kirsanow (gouvernement de Tambow), 2<sup>o</sup> de la Banque de commerce de Kazan, approuvés par le ministre des finances les 18 et 26 janvier dernier; 3<sup>o</sup> des Associations de prêts et d'épargne du village de Catherinevka (gouvernement de Kherson) et du bourg de Volyné (gouvernement de Kiazan) approuvés par le même ministre, le 18 janvier.

**BREVETS DE DIX ANS:** 1<sup>o</sup> à M. Emmanuel Léopold Lavater, sujet étranger, pour une boîte à graisser les appareils et les roues des chemins de fer; 2<sup>o</sup> à MM. Etienne Rouff, William Bruns Hofman et Joseph Lookey, sujets étrangers, pour un appareil à mesurer le poids du chargement d'un navire flottant, et 3<sup>o</sup> à M. Barrett G. van Aucken, sujet étranger, pour un mode perfectionné de préparer les pierres artificielles ou le ciment. (Gazette du Sénat.)

## PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a reçu en audience dimanche dernier, 4 février, M. le lieutenant-général Kolkakovsky, gouverneur militaire et commandant des troupes de la province de Sémi-

retchensk, le lieutenant-général Soukhotine, attaché au commandant des troupes de la circonscription militaire de Vilna, le lieutenant-général Zimmermann, commandant de la 2<sup>e</sup> division de grenadiers à pied, le lieutenant-général Reybnitz, commandant de la 23<sup>e</sup> division d'infanterie de ligne, le lieutenant-général Svétichine, commandant de la 29<sup>e</sup> division d'infanterie de ligne. (Messager officiel.)

S. M. l'Empereur a reçu en audience hier lundi, 5 février, M. le conseiller privé Serguéievsky, curateur de l'arrondissement scolaire de Vilna. (Idem.)

Nous avons déjà brièvement annoncé hier l'inauguration du nouvel hôpital évêquique. Nous recevons aujourd'hui la description suivante de la cérémonie et de l'établissement lui-même, qui intéressera certainement nos lecteurs.

« Dimanche dernier, 4 février, à un lieu, à St-Petersbourg, l'ouverture et l'inauguration du nouvel hôpital qui a été construit sur les bords du canal de la Ligovka, au quartier des Pesky, non loin de la nouvelle église grecque. Une foule nombreuse de fonctionnaires de l'Etat, de généraux et de personnes distinguées remplissait dès le matin la salle principale de l'établissement où la cérémonie de l'inauguration a eu lieu. Elle a commencé à une heure et demie, par un discours de M. le docteur Seeborg, pasteur de l'église Sainte-Anne, qui, après avoir exposé les motifs qui ont présidé à la fondation de l'hôpital, a appelé les bénédictions du ciel sur la sainte maison et ses généreux bienfaiteurs. M. le docteur Meyer, médecin de l'hôpital, et qui y consacre exclusivement tous ses soins, a fait ensuite connaître, dans quelques paroles précises et bien senties, les bases de cette fondation, sa direction et son administration intérieure, enfin ses ressources matérielles, qui reposent entièrement sur la libéralité chrétienne des fidèles de la communion évêquique, dont les dons généreux ont pourvu, jusqu'à ce jour, et pourvoiront certainement encore, dans l'avenir, à toutes les dépenses et à tous les besoins de l'établissement.

« Après le discours, un ministre du saint évêché, qui paraissait ne point appartenir à notre localité, s'est avancé au milieu de la salle, et a improvisé à l'occasion de la solennité de ce jour un discours véritablement éloquent et qui a profondément impressionné l'auditoire. Les vénérables sœurs de charité auxquelles est entièrement confié le soin des malades de l'hôpital ont versé d'abondantes larmes au moment où l'orateur, leur adressant directement une touchante allocution, a rendu justice à leur abnégation et à leur modeste dévouement, et leur a montré dans le ciel la récompense que Dieu réserve à leurs vertus sur la terre. — Nous avons appris que ce prêtre éloquent était M. le baron de Stackelberg, pasteur à Réval, et directeur de la maison des sœurs de charité de cette ville.

« Le dernier discours prononcé a été celui de M. le conseiller privé docteur de Maydel, membre du comité de l'église, et curateur du nouvel hôpital. C'était un lucide et consciencieux exposé des dépenses occasionnées par la construction du nouvel hôpital, de son aménagement, des améliorations qui y ont été introduites dans les secours destinés aux malades, et un hommage mérité rendu à toutes les personnes qui se sont dévouées à cette bonne œuvre.

« Plusieurs chants religieux se sont fait entendre à diverses reprises dans les intervalles des discours.

« M. le pasteur Seeborg n'avait pas encore achevé son discours, lorsqu'il est arrivé dans l'assemblée S. A. I. M. la grande-duchesse Catherine Mikhaïlovna, accompagnée de son auguste époux, M<sup>re</sup> le duc de Mecklenbourg-Strelitz, de la princesse et des princesses leurs enfants, S. A. I. M. le prince Pierre d'Oldenbourg était venu avant la cérémonie, mais n'avait pu rester jusqu'à la fin.

« Alors a commencé la visite des assistants dans l'établissement. M<sup>re</sup> la grande-duchesse, M<sup>re</sup> le duc et les princes, accompagnés des membres du comité, parmi lesquels on remarquait les vénérables barons de Weimarn et de Meyendorff, ont parcouru successivement l'église, les dortoirs et toutes les dépendances de la maison. A leur suite se pressait la foule des visiteurs, vivement intéressés par le spectacle qui se déroulait sous leurs yeux.

« Le bâtiment extérieur, grand édifice en briques rouges, dont la couleur n'a été altérée par aucun revêtement en plâtre, offre l'aspect d'un vaste château moyen âge, avec ses toits mansardés, ses créneaux, ses balcons en fer, et même son donjon, qui représente assez bien la tour de l'horloge. Cette construction est, ainsi que tous les aménagements intérieurs, l'œuvre de M. l'architecte Bernhardt, professeur à l'académie des beaux-arts, et de M. l'académicien Hippis.

« A l'intérieur on rencontre d'abord, au haut d'un escalier de parade largement disposé, une fort belle église gothique, avec de hautes fenêtres aux vitraux colorés, et des statues placées dans des niches en pierre. Cette église, qui n'est pas entièrement terminée, n'a pu être encore inaugurée. De là on passe dans une suite de vastes salles, bien aérées et très convenablement meublées, avec parquets, et poêles en faïence d'une forme toute particulière, à feu constamment ouvert et à ventilateurs très ingénieusement disposés. Là sont rangés les lits des malades. Ce sont les salles communes. D'autres salles ne contiennent que trois ou quatre lits. Des salles spéciales, avec leur mobilier particulier, sont réservées pour les maladies contagieuses. Enfin des chambres à un lit, très confortablement meublées, sont destinées aux personnes qui désirent se faire soigner particulièrement comme pensionnaires, en payant par mois à l'hôpital une somme fixée d'avance, et très modérée. On trouve dans ces petites chambres une telle élégance de bon goût, que les malades qui les habitent ne pourrissent jamais se croire dans un hôpital, mais plutôt dans un de nos meilleurs hôtels.

« N'oublions pas de signaler l'existence d'une salle exclusivement réservée aux petits enfants, pour le cas où une femme malade ne pourrait point se séparer de son enfant, auquel les soins maternels seraient absolument nécessaires.

« Ajoutons qu'il y a une petite maison séparée pour les phisiques, où de belles vaches se pressent sur une épaisse litière dans une écurie placée à côté du dortoir, de manière que les malades puissent respirer les senteurs de l'étable, que l'on dit très salutaires pour les maladies de poitrine. M. le prince d'Oldenbourg a fait présent d'une de ces vaches nourricières.

« Dans chaque chambre se trouvent disposés, près du lit des malades, des porte-voix qui

communiquent par des tuyaux de caoutchouc avec la chambre du médecin, de manière qu'il puisse être appelé à toute heure, pour donner ses soins au malade qui demande à être secouru.

« Des télégraphes atmosphériques d'une invention nouvelle, disposés dans de petites boîtes portatives semblables à une tabatière, sont aussi mis à la disposition des malades qui peuvent les placer à leur portée, et les avoir sous la main, partout où ils en ont besoin.

« La pharmacie, confiée exclusivement à une des sœurs de charité, est un modèle d'arrangement et de propreté, et contient une collection complète des drogues et préparations chimiques nécessaires à une pareille maison.

« La salle de bains, si indispensable dans un hôpital, réalise toutes les améliorations que la science a inventées de nos jours pour le perfectionnement de cette partie médicale: bains de cuve, bains de vapeur, bains à air comprimé, douches à toutes les températures; rien n'y a été omis.

« Enfin les cuisines, qui ressemblent plutôt à l'office d'un restaurateur de premier ordre qu'à celle d'un hôpital, sont entièrement séparées des autres pièces de l'établissement; et le service des aliments se fait au moyen d'une machine qui traverse la maison de bas en haut, et qui, au simple appel du porte-voix, monte les plats à leur destination, et redescend la vaisselle vide quand le repas est fini.

« Ce qui n'est pas moins remarquable que tous les agencements que nous venons de signaler, c'est l'esprit pratique qui a présidé à la conception de cet hôpital, et qui régit dans tous les détails de son administration. Là, point d'état-major ruineux; point d'employés parasites, qui exigent de somptueux logements, et absorbent en émoluments la partie la plus claire des revenus. Tout le personnel se compose d'un médecin et de quatorze sœurs de charité, qui se partagent entre elles, et suffisent à tout. La disposition particulière des télégraphes, des porte-voix et des machines à transporter dont nous avons parlé plus haut, en supprimant les rouages inutiles, a permis que tout pût s'accomplir avec un personnel aussi restreint.

« Le seul luxe qui y existe est celui du confort, qui ne laisse rien à désirer, et de l'exécution proprement dite. On voit que l'unique soin de chacun se soit préoccupé de celui du bien-être des malades. On a cherché, non-seulement à assurer le rétablissement de leur santé, mais à leur rendre agréable le séjour de cette maison, où ils seront forcés d'habiter momentanément. Le lustre des parquets, le poli brillant des ustensiles, la blancheur éclatante du linge et des rideaux, enfin la verdure et les fleurs qu'on trouve dans toutes les salles, et où l'on reconnaît la main des saintes femmes qui gouvernent ce consolant asile... tout démontre qu'on a voulu réjouir les yeux et le cœur des pauvres malades, et leur rendre leurs souffrances plus supportables par les délicates prévenances dont ils sont entourés. Voilà la véritable charité, non celle de la bourse, mais celle du cœur.

« Cet hôpital, on peut appeler un établissement modèle, ne doit son existence qu'à la bienfaisance publique; grâces en soient rendues à la générosité des donateurs, dont plusieurs, par une modestie toute chrétienne, n'ont pas même voulu se faire connaître.

« Le Messager de Nicolaïew annonce que trois corvettes de la flotte de la mer Noire viennent d'être armées de canons rayés en acier de 9 livres, en remplacement des anciens canons-caronades. Ce sont les premières pièces rayées de la flotte de la mer Noire.

« On lit dans la Gazette (officielle) du gouvernement de Samara que le nombre des établissements d'éducation de cette province est de 677. Le nombre des élèves est de 48,374. Le chiffre de la population montant à 1,868,272 âmes, il y a un élève à peu près sur 39 habitants. Le chiffre des écoles primaires est de 655, avec 46,144 élèves des deux sexes.

« La commission des conférences populaires a procédé le 4 février au premier examen des personnes qui suivent les leçons de chant choral. Le succès a été tel que la commission a jugé possible d'accorder l'entrée gratuite aux conférences et aux leçons de chant à 30 des meilleurs élèves. Le nombre de ceux qui prennent part aux leçons de chant s'accroît si rapidement qu'il a fallu les diviser en deux chœurs. On se propose d'organiser avec le temps, à l'ancien dépôt du sel, une école régulière de chant. (Voix.)

« L'Invalide russe dit que le 4 février a eu lieu à Vassili-Ostrov l'ouverture de deux nouvelles écoles pour les ouvriers, organisées par la Société technique russe avec le concours des fabricants et des propriétaires d'usines de ce quartier.

« Le Messager officiel annonce que sur trois projets présentés au concours en vue de la construction d'une prison correctionnelle pour les femmes, c'est le projet portant pour devise: « Si vous voulez des détails lisez le mémoire en entier » qui a été couronné. L'auteur de ce projet est l'architecte Malevsky, auquel a été allouée la prime de 2,000 r.

« Plusieurs journaux russes racontent que dimanche passé, 4 février, une panique s'est emparée d'une partie du public de la salle Alexandrine, par suite de cris poussés tout à coup par un individu, qu'on suppose appartenir à une bande de voleurs. On crut que le feu avait pris au théâtre et beaucoup de personnes se précipitèrent vers les sorties. Le régisseur vint calmer cette agitation en affirmant qu'il n'y avait nulle part la moindre trace d'incendie. Le public se tranquillisa alors et la représentation continua sans autre incident.

« Bulletin de la variole à St-Petersbourg les 3 et 4 février 1873:

	Sexe masc.	Sexe fem.	Total.
Malades au 3 février.	143	62	205
Cas nouveaux.	5	4	9
Gueris.	3	4	7
Décès.	1	1	2
Il restait en traitement au 4 février.	144	61	205
Cas nouveaux.	6	2	8
Gueris.	8	1	9
Décès.	1	1	2
Il restait en traitement au 5 février.	141	63	204
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 <sup>er</sup> avril 1872 au 5 février 1873):	3229	1847	5076
Cas.	2059	1106	3165
Gueris.	1055	652	1707
Décès.			

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

## THÉÂTRE FRANÇAIS.

Bénéfice de M<sup>lle</sup> Delaporte. M<sup>lle</sup> de Belle-Isle, drame en 5 actes (Al. Dumas père).

M<sup>lle</sup> de Belle-Isle est le meilleur ouvrage dramatique de la seconde manière d'Alexandre Dumas père — car l'infatigable conteur a eu trois manières — ni plus ni moins que Raphaël ou Rembrandt. La première est celle du drame échevelé, des coups de poignard, des amours forcés. C'est le duc de Guise qui meurt trépané par sa femme, c'est Richard Darlington qui jette la sienne par la fenêtre, c'est Catherine Howard qui oublie son mari vivant dans un caveau funéraire, c'est Antony poignardant la femme qu'il aime pour sauver sa réputation ou Buridan épouvanté Marguerite de Bourgogne dans la Tour de Nesle; c'est tout un répertoire sanglant, rugissant, féroce, accueilli à son apparition avec des cris d'enthousiasme, maintenant fripé et délaissé, un répertoire où les instincts s'ébattent à leur aise sous prétexte de passions, où les combinaisons scéniques arrivent à leur plus haut degré de puissance, et où la déclamation convenue singe le sentiment, absolument comme dans les restes arrachés de la tragédie classique d'alors, avec cette seule différence que les tons gris et les lignes estompées de celle-ci sont remplacés par des tons éclatants et criards, tout aussi faux. Cette manière a dominé chez Dumas père depuis 1829, époque de Henri III, applaudi avec fureur, jusqu'à 1839, date de l'Alchimiste, drame en vers emprunté de l'anglais, devant lequel le public passa indifférent.

La troisième manière de Dumas père est celle du roman à grandes aventures, où des personnages, pris sur nature bien qu'un peu exagérés, mais pleins de vie, d'entrain, de bon humour, mis en jeu par une verve infatigable, s'en vont par le monde, défendant les opprimés, déjouant les complots, punissant les coupables, découvrant des secrets ou des trésors inconnus, qu'ils dépensent avec autant de facilité qu'ils les ont trouvés; c'est l'époque de contes en douze volumes, des drames en deux soirées, de cette multitude de créations, vulgaires parfois, superficielles toujours, mais faciles à saisir et bien individualisées, que le public aimait à retrouver sur le théâtre après les avoir suivies dans le roman. C'est, vers la fin, l'époque d'improvisation fiévreuse, inces-

sante, infatigable, parfois affaiblie cependant et essouffée, — trouvant encore de charman-tes pages, mais se permettant des remplissages pour combler les lacunes de l'inspiration surmenée. Cette période s'étend depuis 1844 environ, époque de Monte-Christo et des Mousquetaires, jusqu'à la mort de l'écrivain.

Mais il y a, entre sa première et sa seconde manière, entre les passions dévergondées où il se plaisait sa jeunesse et les contes de sa vieillesse, toujours jeune et toujours ardente, une époque de repos où ses œuvres ont quelque chose de plus soigné, de plus fin, de plus délicat, un moment où, avant de se lancer dans ses mille et une grandes aventures, l'auteur se recueille, et, cessant de regarder la vie du côté tragique, comme Antony, se prend à rire du spectacle du monde, non pas du rire éclatant de Molière, mais plutôt du rire spirituel de Marivaux, qu'il accentue davantage et auquel il mêle des scènes pathétiques empruntées au drame. C'est à cette heureuse époque, très courte et peu féconde, que se rapportent les Demoiselles de Saint-Cyr, déjà représentées cet hiver, et surtout M<sup>lle</sup> de Belle-Isle, la mieux venue de ces œuvres intermédiaires.

Le sujet est scabreux, très-scabreux, mais tout cela est enlevé avec une telle légèreté de main, une effronterie si bon ton, que pendant la représentation on s'aperçoit à peine des énormités; on ne les remarque qu'à la réflexion et quand on veut analyser la pièce. Heureusement elle n'est pas nouvelle sur notre théâtre, et quelques mots suffiront pour en rappeler le sujet à ceux qui l'ont oublié et en donner une idée à ceux qui ne la connaissent pas. Un librettin émérite, le duc de Richelieu, a parié, en causant avec d'autres fous, qu'il obtiendrait un rendez-vous d'amour de la première femme qui passerait, et cela, dans les vingt-quatre heures accourues antérieurement à la durée de l'action dramatique. Les apparences semblent établir qu'il a gagné son pari, il le croit lui-même; il l'a perdu cependant, puisqu'à l'heure dite, celle qui en était l'objet courait de Chantilly à la Bastille embrasser son père, qui y était enfermé, et revenait en toute hâte à Chantilly — mais avec des circonstances tellement mystérieuses qu'elle ne pouvait révéler ce secret à personne sous peine de grands malheurs.

La scène se passe au siècle dernier, non pas tout à fait sous la régence de Philippe d'Orléans, mais sous le ministère du duc de Bour-

bon, qui continuait les traditions du régent avec plus d'insouciance encore. A cette époque les mœurs, dans les classes supérieures, étaient aussi corrompues qu'elles l'ont été, dans un certain monde, sous Napoléon III, mais elles étaient de meilleur goût; il y avait partout un vernis de distinction et d'élégance qui dissimulait le désordre. Quand nous lisons les récits de ce temps, nous nous croyons transportés dans le pays des fées, tant les choses y sont touchées légèrement et avec grâce. Tout ce monde attache si peu d'importance à ce qui nous semble si grave dans nos mœurs modernes, que nous sommes, jusqu'à un certain point, gagnés par cette insouciance. Il en est tout autrement quand cette corruption s'incarne autour de nous et prend, au lieu des formes légères et flottantes d'autrefois, les formes matérielles et lourdes de notre monde contemporain. Toute chose est un poème d'amour; le menuet de Don Giovanni, par exemple, et le cancan sont, au fond, des variations sur la même chanson; cependant l'un nous enlèche et l'autre nous choque. Voilà pourquoi les scènes, les réparties piquantes de Mademoiselle de Belle-Isle peuvent nous sembler charmantes, tandis que les brutalités songées de l'opérette à cascade nous révoltent.

Le principal personnage de la comédie est le duc de Richelieu, le Don Juan de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle: Don Juan Richelieu n'a pas laissé à un Leporello quelconque la tâche de comiser ses mille et mille conquêtes, il a pris soin de nous en raconter lui-même une partie par le menu dans une Vie privée du maréchal de Richelieu, qui, si elle n'est pas authentique dans son ensemble, n'en porte pas moins en maints endroits la griffe du grand seigneur qui l'a inspirée. Il ne l'a pas écrite, il est vrai, et pour cause: il était complètement brouillé avec l'orthographe, quoiqu'il fût de l'Académie française; mais il paraît l'avoir dictée, sauf des retouches posthumes. C'est dans ce livre qu'Alexandre Dumas s'est renseigné: c'est là, entre autres, qu'il a trouvé cette histoire si touchante de M<sup>lle</sup> Michelin, morte de chagrin pour avoir été séduite et abandonnée par le maréchal, dont il est question dans la première scène de la comédie. Cette histoire, du reste, a été mise au théâtre à une époque assez rapprochée de la mort du duc, dans un drame, la Jeunesse de Richelieu, où le séducteur ne joue par le beau rôle. Le noble duc avoue, du reste, dans sa Vie, aussi bien que

dans la pièce, qu'il a eu quelquefois recours contre les femmes à des moyens peu loyaux. Ce n'est pas lui toutefois qui, pour s'emparer d'une jeune fille qui résistait à toutes ses séductions, fit mettre le feu à sa maison afin de l'enlever au milieu des flammes; l'honneur de ce bel exploit, versifié par Gilbert dans une de ses satires, revient à son fils, le duc de Fron-sac. Quant au pari spécifié dans la pièce, si le maréchal ne l'a pas fait réellement, il était très-capable de le faire.

Dans la comédie de Molière, Don Juan n'est pas gentilhomme jusqu'au bout; il refuse un duel, et se fait à la fois dévot et impie; ici, au contraire, Richelieu est gentilhomme jusqu'à la fin, fier, plein d'honneur, de loyauté, de bonté même — à la question féminine près. M. Dupuis donne très bien à ce personnage toute sa franchise et toute sa malice; nous aimerions cependant à voir dans sa bonhomie un ton un peu plus sensible de hauteur, un sentiment plus marqué de sa supériorité, une fatuité enfin plus franchement accusée; au reste, ce n'est là qu'une nuance, et nous ne faisons cette remarque que parce que d'un artiste comme M. Dupuis on peut toujours attendre la perfection.

M. Nertann aussi met trop de bonhomie dans le personnage du duc d'Aumont. D'Aumont est débraillé sans doute, mais il n'en reste pas moins grand seigneur, comme Don César de Bazan sous ses loques; nous n'aimons pas non plus que dans la jolie tirade de Richelieu: « Dieu t'a fait bon gentilhomme, le roi t'a fait duc et pair, ta femme t'a fait... capitaine des gardes... fais quelque chose pour toi, fais-toi la barbe... » il interrompe en disant: « Passons, passons... » quand il s'agit de sa femme; un geste suffit.

Quant à M<sup>lle</sup> Naptal dans le rôle de la marquise de Prie, elle a juste cet air de perversité gracieuse et insouciant qui convient au personnage. Elle rit si bien, au premier acte, aux plaisanteries du duc, elle lance les jolis mots que l'auteur met dans sa bouche avec tant de finesse, de distinction et de désinvolture, ses réparties partent avec tant d'à-propos, qu'on se croit, en l'écoutant, transporté dans les salons du temps, et qu'on croit voir revivre une de ces marquises, à la taille cambrée, à la tête rejetée en arrière, à la fois séduisantes et femmes de tête, que nous dépouillons les livres et les tableaux, non pas de Boucher, mais de Watteau. Dans ce rôle, où les nuances ont une si

grande importance, M<sup>lle</sup> Naptal ne se néglige pas une seconde; elle accentue tous les détails, accuse tous les contrastes que l'auteur a voulu indiquer. Quand le duc de Richelieu lui demande qu'il a pris pour M<sup>lle</sup> de Belle-Isle, comme elle lui dit bien ce mot qui résume tant de sentiments opposés: « Ingrat! » L'accent juste de ce mot fait tressaillir toute la salle. Bref, dans ce personnage difficile et qu'elle n'avait pas encore représenté, que nous sachions, M<sup>lle</sup> Naptal s'est montrée une artiste tout à fait supérieure, et cela redouble encore le regret que nous ayons de la perdre.

Car le fait n'est que trop certain. M<sup>lle</sup> Naptal, qui, pendant quinze années, nous a fait passer tant de charmantes soirées, tour à tour riennes ou attendries, M<sup>lle</sup> Naptal, dans toute la force de son talent et de ses succès, se retire décidément de la scène. Sa démission a été donnée et acceptée et la représentation qui aura lieu lundi prochain à son bénéfice doit être la dernière. Nous ne faisons aujourd'hui que mentionner cette retraite, qui affligera profondément tous les amis de l'art; nous y reviendrons dans notre prochain feuilleton; en attendant, retournons à la comédie d'Alexandre Dumas père.

Les deux seuls personnages de la pièce qui n'aient pas d'acte de naissance déterminé et soient de tous les temps sont M<sup>lle</sup> de Belle-Isle et son fiancé, le chevalier d'Aubigny.

Le rôle de la belle et sympathique Bretonne a été choisi par M<sup>lle</sup> Delaporte pour son bénéfice, et elle de toutes ses qualités, elle a montré du moins toutes les qualités que comporte le personnage. Au début elle se présente avec toute la simplicité d'une provinciale qui arrive à Paris pour la première fois, et toute l'émotion contagieuse d'une fille qui vient réclamer la liberté de son père, indûment emprisonné; dans les scènes avec son fiancé, elle se montre ce qu'elle doit être, aimante, dévouée, mais non pathétique; il ne s'agit pas pour elle de toucher le cœur de celui qu'elle aime, de le séduire, il s'agit de le rassurer, de lui dire un mot qui lui prouve son innocence, et ce mot, ce n'est pas d'elle qu'il dépend, il dépend de la marquise de Prie absente, qui lui a imposé un serment; il dépend du duc de Bourbon, qui est toujours ministre et dont la disgrâce la relèverait de sa promesse; aussi sous les reproches de son fiancé, reproches qu'il lui fait avec l'impatience de la voir se justifier, avec l'espérance qu'elle

se justifiera et que pourtant il ne peut s'empêcher de lui faire, les circonstances étant données, c'est moins à ce qu'il dit, c'est moins à ce qu'elle dit elle-même qu'elle pense, qu'à ce qu'il peut venir du dehors; sa pensée est toujours: ne m'autorisera-t-on pas à me justifier? Par quelque geste, par un mouvement pathétique, il lui serait facile de soulever les applaudissements, mais s'en abstient pour rester fidèle à son rôle.

Au reste, les applaudissements, qu'elle ne provoque pas, lui viennent d'eux-mêmes. Samedi, on l'a comblée de bravos, de rappels, de fleurs, de couronnes, de cadeaux. Nous espérons que l'administration du théâtre aura vu dans ces témoignages chaleureux de sympathie le regret qu'éprouve le public d'avoir été si peu à même cette année d'applaudir ce talent sympathique, et que l'année prochaine on nous permettra de nous dédommager.

Le personnage du chevalier d'Aubigny est représenté par M. Worms avec la vivacité et le naturel qu'il sait mettre dans ces sortes de rôles. Grave et réservé au premier acte, il est, dans les autres, tout à tour attristé, emporté, pathétique, mais toujours vrai, soit lorsque, accablant sa fiancée de reproches, il cherche cependant à lui fournir les moyens de se justifier, soit lorsque, au dernier acte, en présence de la justification fournie, il se désespère en voyant le bonheur dont il ne pourra jouir, puisqu'il a juré sa vie, qu'il a perdu, et que sous peine d'être déshonoré, il devra se faire sauter la cervelle dans une demi-heure.

Ajoutons que M<sup>lle</sup> Borelli mérite des éloges pour la manière dont elle lance les réparties dans le rôle de Mariette. Cependant elle parle trop vite quand elle est avec la marquise de Prie et prend un ton trop décidé dans la première scène. Mariette a beaucoup d'esprit, mais, près de la marquise, elle doit le dissimuler à demi, et avoir l'air de s'excuser d'en montrer autant que sa maîtresse. C'est bien là l'intention de l'auteur, qui l'exprime même nettement dans une autre scène.

Somme toute, c'est une excellente représentation, et nous sommes heureux en terminant de constater que l'espoir exprimé par nous dans notre dernière chronique a été complètement réalisé: M<sup>lle</sup> de Belle-Isle est jouée avec un ensemble que nous n'avions pas revu depuis le Centenaire.

J. F.



guen, et même contre l'institution centrale de rachat, dont le personnel n'a pas été diminué, tandis que le nombre des opérations de rachat expédiées par année décroît.

Aussi, pendant que dans le royaume de Pologne l'opération de rachat, — bien qu'ayant commencé un an plus tard, — est terminée depuis longtemps, dans les provinces occidentales il reste encore plusieurs centaines de paysans qui ne sont pas encore pourvus de certificats de rachat légalement ratifiés.

La diminution croissante des forêts et l'urgence d'y apporter un prompt remède est encore une question réclamant la sollicitude de tous les gouvernements, et la Russie, qui a déjà réalisé tant d'immenses progrès et d'importantes réformes — bien que plus riche en forêts que la plupart de ses voisins d'Occident, ne se laisse sans doute pas distancer par eux dans cette voie d'où jaillissent les sources de la fortune publique et de la prospérité des Etats.

Nous extrayons de la *Voix* les réflexions suivantes au sujet de cette importante question. En Russie, où les forêts de l'Etat couvrent environ 100 millions de déciatines de terrain, une bonne administration et une exploitation régulière des forêts est d'une immense importance au double point de vue de l'économie publique et des conditions climatiques du pays ; mais en l'absence d'une réglementation énergique émanant de l'autorité compétente, aucune amélioration n'est possible dans cette branche de la richesse nationale. Le relevé du département forestier pour 1870 constate que sur environ 110 millions de déciatines de forêts, il y en avait 90 millions dans lesquelles manquaient toute organisation et tout travail d'exploitation. La *Voix* attribue cette déplorable situation de l'économie forestière, d'une part à l'insuffisance des mesures réglementaires adaptées à l'organisation et à l'entretien des forêts, et d'autre part au petit nombre de gardes forestiers munis d'une instruction spéciale, la plupart étant des employés et non des hommes pratiques.

Quant à l'exploitation forestière, la *Voix* affirme que le travail qui s'y effectue est plus utile que productif, attendu que les revenus provenant de l'exploitation des forêts couvrent à peine la moitié des dépenses qu'elle entraîne, ce qui tient en grande partie au nombre croissant des agents forestiers dépourvus de connaissances spéciales. Ainsi tandis qu'en 1866 on en comptait 68 0/0 suffisamment instruits, la statistique n'en accuse que 56 0/0 en 1870.

Un autre obstacle à l'amélioration de notre industrie forestière, — selon le même journal, — est la difficulté de répression des coupes de bois illicites, qui se produisent dans d'énormes proportions dans certaines localités, ce qui tient à l'engorgement des affaires judiciaires dans les localités encore soumises à la juridiction des anciens tribunaux, et à l'insuffisance des peines édictées contre les délinquants, sans compter qu'une grande partie du temps des gardes forestiers est absorbée par la rédaction des procès-verbaux, les démarches qu'entraînent les poursuites judiciaires, etc., au grand détriment de leur service, tandis que dans les gouvernements qui jouissent des nouvelles institutions judiciaires, la plupart de ces inconvénients sont supprimés.

Le gouvernement, préoccupé de l'insuffisance de la surveillance dans les forêts de l'Etat, a remplacé dès l'année 1869 les gardes forestiers par des gendarmes à cheval et des gardes à pied. L'avenir décidera si le nouveau système de garde est supérieur à l'ancien, mais dès à présent la *Voix* craint que l'insuffisance des salaires ne soit une nouvelle source de négligence ou d'abus, et elle conclut en formulant le vœu que l'autorité compétente, prenant en sérieuse considération la détresse de notre industrie forestière, se préoccupe moins de l'organisation bureaucratique du service des gardes forestiers, que du choix d'agents instruits, bien rétribués et capables de comprendre et de remplir leurs importantes fonctions.

Le *Monde russe*, après avoir rendu hommage au zèle et à l'activité de la commission chargée d'examiner un nouveau projet d'organisation des sociétés par actions, critique cependant plusieurs des assertions de cette commission. La réglementation des sociétés par actions, — dit notre confrère, — est actuellement une des plus sérieuses questions à l'ordre du jour de tous les pays, mais elle acquiert en Russie une importance toute particulière par la sanction du gouvernement dont les statuts de ces sociétés doivent être revêtus. En outre, plusieurs circonstances locales viennent s'ajouter à cette première cause pour favoriser chez nous l'essor de ces compagnies industrielles, entre autres le peu de développement de l'industrie nationale et de l'agriculture, — notamment dans toute la zone septentrionale, — la rareté des grands capitaux, qu'attirent de préférence les chances aléatoires des spéculations de Bourse. Dans cet état de choses, l'union des petits capitaux dans des sociétés par actions constitue à peu près l'unique moyen de tirer parti des richesses nationales.

Quant à nos grands capitalistes, ils ne s'engagent pas volontiers dans de nouvelles entreprises commerciales ou industrielles, toujours inséparables de quelques chances de pertes, et sont d'ailleurs retenus par la crainte de l'opinion publique, impitoyable chez nous pour les vaincus du sort dans la grande lutte du capital et du travail contre les difficultés des entreprises commerciales. En effet — ajoute le *Monde russe*, — tandis que dans les autres pays, — en Amérique, par exemple, — un négociant ou un industriel qui a succombé loyalement dans la lutte trouve partout aide et protection, même pris de ses créanciers, qui lui offrent souvent un nouveau crédit, — chez nous, au contraire, l'infortuné victime des chances commerciales est partout honni, conspué, comme un réprouvé, et finit le plus souvent par trouver la mort dans l'abrutissement de l'ivresse ou dans les angoisses du désespoir. C'est encore une des principales causes de l'extension rapide et croissante chez nous des entreprises par actions, dans lesquelles chaque actionnaire ne risque que le capital engagé par lui ; et non seulement cette forme est admise par les nouvelles entreprises, mais les anciennes elles-mêmes se transforment souvent, et adoptent également le mode de répartition du capital social en actions.

Notre gouvernement, — poursuit le *Monde russe*, — a du reste compris depuis longtemps l'importance des sociétés par actions, puisqu'il est intervenu dans leur organisation par des dispositions spéciales promulguées dès l'an-

née 1836, lesquelles, sauf quelques réserves, ont généralement répondu, dans la pratique, à ce qu'on en pouvait espérer. Une autre preuve de la sollicitude de l'autorité pour ces entreprises, c'est que l'examen de leurs statuts a été délégué aux plus hautes juridictions gouvernementales, telles que le conseil de l'Empire et le comité des ministres, après un examen préalable au ministère des finances. Le *Monde russe* ne saurait s'associer aux récriminations formulées par la commission, au sujet des anciennes dispositions législatives, exposant à des « extorsions inconvenantes » les organisateurs des compagnies, de la part des employés des divers départements qui doit traverser la demande d'autorisation ; et il prêche tout au plus — de difficultés aux postulants futurs, si le projet de la commission est adopté. C'est ce que l'avenir seul pourra décider.

En somme, notre confrère pense qu'il serait difficile, — et contre les intérêts des futures sociétés par actions, — de changer le mode de procédure actuellement en vigueur pour leur autorisation légale, et qu'on ne saurait sans injustice accuser de lenteur les instances auxquelles incombe l'examen approfondi de questions souvent complexes, et toujours importantes.

Passant ensuite à l'examen des formalités à remplir pour la fondation des sociétés par actions, — d'après le projet de la commission, — le *Monde russe* les énumère comme il suit :

1° Les fondateurs rédigent un acte conventionnel sur papier timbré de la valeur requise.

2° L'ouverture de la souscription est publiée dans un journal quotidien, et elle ne doit avoir lieu que quatre semaines après la troisième publication.

3° L'annonce ci-dessus ne détaille pas le projet de statuts de la Société, mais en indique la substance et les principales conditions.

4° Le montant du premier versement ne doit pas être inférieur au dixième de la valeur nominale des actions.

5° Les fondateurs annoncent officiellement le résultat de la souscription le lendemain de sa fermeture.

6° Une assemblée générale des souscripteurs se réunit pour statuer sur le projet de règlement, la vérification des versements effectués, la répartition des actions entre les souscripteurs, l'élection des administrateurs, etc. En cas de non solution par l'assemblée des questions qui lui sont soumises, il en est convoqué une nouvelle.

7° Les souscripteurs qui ne voudraient pas se soumettre aux décisions de cette assemblée générale peuvent s'y refuser.

8° La société est considérée comme non existante :

1° Quand le nombre des actions offertes au public n'est pas couvert par la souscription, et que l'assemblée générale des souscripteurs ne considère pas comme possible de commencer les opérations ; de la Société avec un capital moindre que celui qui a été primitivement indiqué ;

2° Lorsque l'assemblée générale n'approuve pas les conditions proposées par les fondateurs ;

3° Quand l'entente ne peut pas s'établir entre les fondateurs et l'assemblée générale sur les modifications à introduire dans le projet de statuts présenté à cette dernière ;

4° Lorsque, sur le refus de participation à l'entreprise par quelques-uns des souscripteurs, à l'assemblée générale, les actions qui leur appartiennent ne sont pas acceptées dans cette même réunion par d'autres souscripteurs, et enfin si la composition de l'assemblée générale ne répond pas aux conditions stipulées par l'article 34.

Quant au capital, il est stipulé ce qui suit :

I. On reconnaît comme le capital social, non celui qui a été éventuellement indiqué dans le projet de fondation, mais bien celui qui a été effectivement produit par la souscription.

II. Les versements complémentaires sur les actions ne sont obligatoires que pour les souscripteurs qui ont approuvé la fondation de la société avec un capital réduit ; quant à ceux qui n'y ont pas consenti verbalement ou par écrit, le versement primitif leur est restitué.

III. Les membres de l'administration choisis par l'assemblée générale reçoivent des fondateurs tous les livres et documents relatifs à la fondation de la société.

Le *Monde russe* pense que le seul exposé des formalités et difficultés à remplir pour arriver à la formation des sociétés futures, suffira pour écarter les souscripteurs de ces sortes d'entreprises, surtout les souscripteurs éloignés. Comment exiger d'ailleurs des souscripteurs un versement de 10 0/0 avant qu'ils aient vu même le projet de statuts sur la confirmation duquel repose la réalisation de la concession ? Ainsi les souscripteurs éloignés n'auront connaissance de toutes ces questions si importantes que lorsqu'il ne sera plus temps de refuser leur participation à la société, et de se soustraire à l'obligation des versements complémentaires ? D'où il résulte, conclut le *Monde russe*, que loin de trouver un allègement et une sécurité dans le projet de règlement élaboré par la commission, les souscripteurs n'y rencontreront que des difficultés et des incertitudes qui les éloigneront de toute participation aux sociétés par actions.

On annonce, pour les concerts de la Société philharmonique, l'arrivée à St-Petersbourg d'une jeune artiste de talent, M<sup>lle</sup> Spindler, une des élues les plus distinguées de l'école autrichienne. C'est sur les conseils de M. Henselt, notre éminent pianiste, que la Société philharmonique s'est assurée le concours de M<sup>lle</sup> Spindler pour ses concerts du carême, dont la série s'ouvrira le 1<sup>er</sup> mars. Après s'être fait entendre à St-Petersbourg, la jeune artiste donnera aussi des concerts à Moscou.

**NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.**

Les journaux de Berlin nous apportent aujourd'hui le compte-rendu de la séance du 15 février de la Chambre des Députés de Prusse, dans laquelle cette assemblée a discuté la motion Lasker sur l'institution d'une commission d'enquête parlementaire relativement aux concessions de chemins de fer. On sait qu'à la suite du message royal dont nous avons reproduit le teneur, M. Lasker a retiré sa motion et que les abus et inconvénients signalés par lui dans son grand discours, — qui, en Prusse et dans toute l'Allemagne, a été un véritable événement, — seront examinés par une commission mixte composée de quatre hauts fonctionnaires et de quatre

membres des deux Chambres, sous la présidence du directeur du commerce maritime, M. Günther.

Nous ne reviendrons donc pas en détail sur les débats de cette séance, qui n'a pas été ce que la curiosité publique attendait, mais bien une séance de conciliation et de confiance réciproque. On comptait à Berlin sur des discussions orageuses, des révélations piquantes, une lutte acharnée pour et contre la motion Lasker. Non seulement toutes les tribunes se sont remplies, mais tous les couloirs étaient encombrés de public, au point que les reporters des journaux ont vu leurs communications coupées avec les rédactions et les imprimeries. La lecture du message royal, faite par le président du conseil, comte de Roon, est venue tout à coup décevoir la curiosité des uns et satisfaire l'esprit de conciliation des autres.

M. Lasker a immédiatement pris la parole et des les premiers mots on pouvait prévoir qu'il retirait sa proposition. Il s'est fait l'écho de la grande majorité de la Chambre, non sans exprimer l'avis que cette majorité eût été acquise certainement à sa motion, — en disant du message royal : « Ce langage est aussi notre langage et ces sentiments sont nos propres sentiments ».

M. Lasker a cependant parlé longuement, et a fait un parallèle très-détaillé des avantages et des désavantages des deux commissions, celle instituée par le message royal et celle proposée par l'orateur, et a insisté sur l'urgence que les personnes appelées par la couronne à faire partie de la commission d'enquête offrent toutes les garanties de compétence et d'impartialité nécessaires. L'orateur a conclu en disant que : « Le désir du gouvernement et la volonté de la nation de sonder le mal jusqu'à sa racine était déjà le commencement de sa guérison ».

M. le comte de Roon, président du conseil, a exposé d'une manière approfondie les vues du gouvernement en instituant une commission d'enquête mixte, et a proclamé hautement, — aux applaudissements de la Chambre, — que chacun des membres de la commission jouira d'une liberté illimitée ; que les intérêts du gouvernement et ceux de la représentation nationale sont identiques ; et qu'il n'y a aucune iniquité à concevoir sur les garanties qu'offriront les membres de la commission. Le ministre a fait appel, en terminant, à l'esprit d'équité de la Chambre pour ne pas porter de jugement sur l'accusé avant qu'il n'ait été entendu.

Divers orateurs ont encore pris la parole, après quoi le ministre du commerce, M. d'Izhenplitz, répondant à des incriminations de M. Lasker, a déclaré qu'il ne « désertait pas son poste » et qu'il résulte de l'enquête, qu'il a failli, à son insu et contre son gré, il saura bien assumer la responsabilité de ses fautes ».

Enfin, M. Lasker a retiré sa motion ; la Chambre a décidé presque unanimement qu'elle élira dans son sein deux membres de la commission d'enquête, et la séance a été levée.

C'est aujourd'hui même que cette élection doit avoir lieu.

L'Assemblée Nationale de France a continué le 14 février la discussion sur la perception de l'impôt des sucres. Le régime restrictif contre les raffineurs, que demandaient les défenseurs des fabricants de sucre brut, a été repoussé par le ministre des finances. Le nouveau projet de loi tend, comme on le sait, à remédier aux graves abus que les fabricants attribuent au régime actuel, et qui auraient causé au trésor pendant l'année 1872 une perte de 65 millions. Le remède proposé est l'emploi simultané du mode actuel de contrôle, c'est-à-dire du système des types, divisés désormais en quatre classes, avec la saccharimétrie, dont les fabricants de sucre se servent eux-mêmes, et qui permettrait à l'Etat d'exercer une surveillance plus précise sur les raffineurs.

Rien de précis ne transpire encore sur l'issue possible du conflit entre la commission des Trente et M. Thiers. On ne sait pas jusqu'à présent quel sera le jour où le rapport du duc de Broglie sera communiqué à la commission, et les bruits les plus divers circulent, tant à Paris qu'à Versailles, sur la manière dont se terminera le litige. Il faut reconnaître toutefois que s'il y a quelques rumeurs pessimistes, on est généralement plutôt porté à croire que tout se terminera à l'amiable, quoique l'on attribue à M. Thiers l'intention de ne plus faire de concessions, du moins sur le fond du projet Dufaure. On pense néanmoins que la Chambre sera appelée à se prononcer entre les deux parties, mais cette éventualité n'est nullement considérée comme de mauvais augure pour le président de la république.

Les nouvelles d'Espagne, que nous avons réunies encore une fois sous une même rubrique, continuent à ne pas briller par la lucidité. Il paraît que les journaux espagnols ne réussissent pas à arriver en France, car la presse de Paris ne reproduit pas même encore le texte du message d'abdication du roi Amédée. Pour ne citer qu'un des bruits qui circulent à Madrid, nous dirons que l'on recommence à parler de l'union ibérique et que les projets les plus fantastiques sont attribués au duc de Montpensier et à la reine Marie-Christine.

En Italie les journaux sont unanimes à louer la résolution prise par le roi Amédée et applaudissent à l'ordre du jour voté à l'unanimité dans ce sens par le Sénat italien. Les feuilles républicaines elles-mêmes tiennent un langage analogue.

On se rappelle que la flotte anglaise de guerre et de commerce a eu de nombreuses pertes à déplorer pendant ces derniers temps et que l'opinion publique s'est fort émue de cet état de choses, qui a été attribué aux causes les plus différentes. A en croire le *Morning Post*, le gouvernement aurait l'intention de proposer au Parlement la nomination d'une commission royale, chargée de faire une enquête au sujet de la surcharge habituelle des navires et de l'envoi en mer de vaisseaux propres à la navigation maritime.

## DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

La Havane, dimanche 16 février.

Le capitaine général de Cuba a proclamé le changement de gouvernement qui vient d'avoir lieu en Espagne ; il conseille l'obéissance envers les autorités centrales. Il règne une très-vive agitation à la Havane ; toutes les affaires sont arrêtées ; les propriétaires d'esclaves sont mécontents de la proclamation de la république. L'ordre n'a cependant pas été troublé.

**Autre dépêche.**

Genève, lundi 17 février.

Sur la déclaration de M. Mermillod, qu'il est résolu à conserver ses fonctions de vicaire apostolique de Genève, il a été conduit aujourd'hui à Fernex, sur le territoire français, par ordre du Conseil fédéral.

**Autre dépêche.**

Londres, 17 février, au soir.

**CHAMBRE DES LORDS.** — Le duc d'Argyll, répondant à lord Somerset, au sujet de la ligne frontière de Badakchan et de Wakhan, dit qu'on n'a commis aucune erreur géographique ; que la frontière suit la ligne de l'Oxus jusqu'au point où le fleuve se bifurque, et que c'est sur le conseil de sir Rawlinson que l'on a choisi la branche droite.

**CHAMBRE DES COMMUNES.** — Lord Enfield confirme le fait qu'il existe de vastes gisements de houille en Chine, surtout à Shansi et dans le nord de l'Empire. Lors des négociations du traité, on a fait à Pékin une tentative sans succès pour obtenir l'autorisation d'exploiter ces mines.

**Autre dépêche.**

Paris, mardi 18 février.

La gauche a repoussé la proposition de M. Pelletan, d'envoyer une adresse de félicitations aux Cortes espagnoles, à la suite de quoi l'extrême gauche a renoncé à son projet de féliciter les Cortes.

## Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

**Allemagne.**

Le démenti opposé par la *Norddeutsche Zeitung* à l'insinuation de l'*Observateur romain*, que le prince de Bismarck serait franc-maçon, a été pour la *Germania* le motif d'une longue dissertation tendant à prouver que si le prince-chancelier n'est pas de fait membre de la franc-maçonnerie, il a conclu avec elle un pacte pour détruire le catholicisme. — et que si autrefois il n'était pas hostile aux catholiques, il est devenu maintenant leur ennemi le plus acharné.

A la suite de cette nouvelle insinuation de la feuille ultramontaine de Berlin, la *Norddeutsche Zeitung* lui répond par un entrefilet très vigoureux, dont voici quelques passages : « Le prince de Bismarck, — dit la *Germania*, — n'aurait jamais pu sans le secours de la loge, faire aboutir sa politique de 1866 — « il n'aurait jamais été l'ennemi des catholiques, mais il l'est devenu parce qu'un prix de son appui la loge lui a imposé la lutte contre le catholicisme » — De ce tissu d'insinuations, répond la *Norddeutsche Zeitung*, nous déduisons d'abord que, de l'aveu de la *Germania*, le prince de Bismarck n'a jamais été franc-maçon et qu'il n'avait jamais été l'ennemi des catholiques. Mais nous irons plus loin et nous dirons qu'aujourd'hui non plus il n'est pas l'ennemi des catholiques. Bien que protestant, on plutôt parce qu'il est un protestant évangélique convaincu, le prince-chancelier a le plus grand respect pour la foi qui est celle de millions de ses compatriotes. Mais quel homme d'Etat prussien et ministre allemand, qui ne serait pas dépourvu de toute sagacité politique et de toute conscience morale, aurait pu voir de sang-froid la section catholique au ministère des cultes prussien et ses adhérents avoir l'audace d'élever un Vatican à côté de lui ? Quirinal de Berlin, de se constituer au Parlement de l'Empire à titre de centre et de point de ralliement de ceux des catholiques allemands qui encourageaient Rome à passer outre malgré tout et sans l'appui desquels Rome n'aurait jamais eu la hardiesse d'aller aussi loin qu'il est allé ?

« ... Ce qu'ils veulent, ces catholiques du centre ultramontain, — et l'évêque de Mayence l'avoue et le publie avec une surprise navrée, — c'est que les catholiques d'Allemagne et de Prusse doivent former une communauté à eux, avec une organisation autonome et des supérieurs indépendants, un Etat dans l'Etat, et conclure avec le gouvernement évangélique, s'il vient à résipiscence, une espèce de fédération à titre de *modus vivendi*, pour traiter avec lui de puissance à puissance !

« ... Le prince de Bismarck n'a jamais souffert l'équivoque : une demi-amitié et une demi-inimitié n'ont jamais eu à compter sur lui ni avec lui. Le prince de Bismarck n'a jamais été et n'est pas l'ennemi des catholiques. Mais il veut une situation franche et nette, et il l'a proclamée à la face du monde. Il a exhorté la fraction du centre à se séparer des éléments hostiles à la Prusse et hostiles à l'Empire, guelfes et autres. Mais la fraction du centre est restée le champ-clos de l'égoïsme guelfe (*welfisch-selfish*), des ennemis de l'Etat et des frondeurs désorganisés. Et à Paderborn comme à Braunsberg, à Mayence comme au Vatican, on s'est identifié avec la fraction oppositionnelle Windthorst-Savigny. Ces démêlés, cette confusion, ces complications croissantes, sont l'œuvre des adversaires du prince de Bismarck. Que le chancelier de l'Empire n'a pas été et n'est pas l'ennemi des catholiques et du catholicisme, c'est ce que chaque catholique comme tel et le catholicisme comme tel peuvent se persuader dès qu'ils rompent toute acointance avec ceux que le prince de Bismarck connaît et combat comme ses ennemis jurés, comme les ennemis de l'Empire, de l'Empereur et de la nation allemande, et qu'il combattra jusqu'au bout ! »

**ALSACE-LORAINE.** — Le *Reichsanzeiger* publie le texte de la lettre du chancelier de l'Empire, prince de Bismarck, au bourgmestre de Strasbourg, en réponse à la demande du conseil municipal de cette ville, que l'enseignement de la langue française fût obligatoire dans les écoles primaires de Strasbourg. En voici la traduction :

« Berlin, 25 janvier 1873. « La demande que vous m'avez adressée, M. le bourgmestre, le 31 décembre de l'année dernière, au nom du conseil municipal de Strasbourg, et par laquelle vous proposiez que la langue française fût introduite comme branche d'enseignement dans toutes les classes des écoles primaires municipales, a été soumise à un examen.

« Tout en appréciant les motifs dont les représentants de la ville se sont inspirés, je n'ai point acquis la conviction que l'arrêté des autorités scolaires, contre lequel est dirigée votre demande, soit illégal ou inopportun. Je partage l'opinion que l'enseignement simultané de plusieurs langues ne rentre pas dans la mission de l'école primaire et qu'au point de vue de l'instruction, il est préférable que les élèves arrivent à posséder pleinement une seule langue, verbalement et par écrit, que de les voir courir le risque, en en étudiant deux, de ne s'en approprier aucune des deux au degré désiré.

« Les classes de la population de Strasbourg, qui, vu leurs relations avec la France, considèrent l'étude de la langue française comme nécessaire à leurs enfants, ont à leur disposition les établissements d'instruction supérieure de Strasbourg ; en règle générale, elles possèdent aussi les moyens suffisants pour y envoyer leurs enfants, et cela même après l'âge où cesse l'enseignement primaire. Autant que je sache, la langue allemande n'est point enseignée dans les écoles primaires des arrondissements français limitrophes, d'où il faut tirer la conclusion que les besoins des rapports mutuels ne nécessitent pas dans ces écoles l'étude de la langue française.

« Par ces motifs, il serait inopportun de modifier l'arrêté des autorités scolaires, qui a été pris après mûr examen de la question, et, en conséquence, je ne puis pas acquiescer à votre demande. « Le chancelier de l'Empire « PRINCE DE BISMARCK. »

**Autriche-Hongrie.**

La commission de l'instruction publique de la Chambre des Députés a décidé le 14 février de renouveler la résolution concernant l'incorporation de la faculté de théologie évangélique à l'université de Vienne. La commission a décidé aussi la séparation du collège des docteurs d'avec l'université.

« D'après une dépêche adressée de Pesth, 14 février, aux journaux de Vienne, M. Thöni, ministre de l'intérieur, dont nous avons dit hier qu'il avait l'intention de donner sa démission, serait nommé intendant du théâtre national. Son successeur présumé, au dire de cette même dépêche, serait M. de Majthényi, actuellement commissaire royal à Neusatz.

**France.**

M. de Ségur met la dernière main au rapport sur les marchés de Lille, qui sera prochainement déposé sur le bureau de l'Assemblée.

(Paris-Journal.)

M. de Broglie est atteint de la grippe. Cette indisposition ne l'a pas empêché de travailler à son rapport, et l'on m'annonce de bonne source que lecture en sera faite à la commission des Trente dès le 15. Le rapport sera, dans ce cas, déposé le 17 sur le bureau de l'Assemblée et discuté le 20 en séance publique. Les idées de conciliation qui dominaient au commencement de la semaine ne paraissent pas avoir fait beaucoup de chemin. Il semble, au contraire, que l'on se soit affermi des deux côtés dans la pensée de pousser la lutte jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la Chambre.

M. Dufaure défendra son projet de loi sur l'énergie. Le président de la République prendra part à la discussion avec plus de réserve et en laissant de côté tout ce qui peut le toucher personnellement, mais il y prendra part avec résolution. C'est du moins ce qui revient de toutes parts. Il accentuera, du reste, son attitude sur son langage suivant le ton et le sens du rapport de M. de Broglie.

(Correspondance universelle.)

Pour la première fois depuis le commencement de ce siècle, dit le *Journal des Débats*, le conseil d'Etat vient d'avoir à définir la nature des droits que les agents consulaires étrangers peuvent exercer devant lui en matière de prises maritimes. Voici dans quelles circonstances :

Le navire français le *Destin* ayant capturé le navire allemand *Magdalena*, le sieur Taylor, négociant à Boston, se prétendant propriétaire des marchandises trouvées à bord, en demanda la restitution au conseil des prises, qui siègeait alors à Bordeaux. Mais les preuves fournies par lui n'ayant pas été jugées suffisantes, son pourvoi fut rejeté par décision du 19 janvier 1871. Il forma alors un recours devant le conseil d'Etat. Comme il s'agissait d'un cargo-chargeable considérable, le conseil général des Etats-Unis à Paris résolut d'intervenir. Mais le pouvait-il ? Et dans quelle forme ? La législation à cet égard était complètement muette. Le décret du 9 mai 1859, qui institue un conseil des prises à Paris, dispose bien que les agents consulaires étrangers peuvent présenter au conseil des prises, par l'intermédiaire du commissaire du gouvernement, toutes les observations qu'ils jugent convenables dans l'intérêt de leurs nationaux ; mais il n'est rien dit lorsqu'il s'agit de recours portés au conseil d'Etat. En outre, le droit de prise n'étant qu'une émanation, une forme du droit de guerre, les affaires de prises ne sauraient faire l'objet d'une attribution au profit de la juridiction instituée pour le règlement du contentieux, et le conseil d'Etat les juge en séance administrative générale et par suite sans l'assistance d'un commissaire du gouvernement, les ministres ayant alors le droit de siéger eux-mêmes au conseil.

Dans ces circonstances, et sur la proposition de sa section des affaires étrangères, le conseil d'Etat, considérant qu'il était en quelque sorte juge des pouvoirs formés devant lui contre les décisions des conseils des prises, n'a point voulu priver, en appel, les agents consulaires étrangers des avantages dont ils jouissent devant la juridiction du premier degré, et il a décidé, en conséquence, que les conseils généraux seraient désormais admis, en matière de prises maritimes, à lui présenter des observations dans l'intérêt de leurs nationaux, au moyen de mémoires écrits qu'ils adresseront au ministre de la justice, président du conseil d'Etat.

Dernièrement, à une heure, dit le *Télégraphe* de Lyon, un jeune homme se présentait au consulat italien, qui se trouve dans la maison faisant l'angle des rues de Bourbon et Sainte-Hélène.

Le consul était absent.

M. Giabelli, son secrétaire, demanda au visiteur son nom et le motif qui l'amène auprès de lui. Le jeune homme répond qu'il se nomme César Formica, typographe, qu'il est arrivé de venir une quinzaine de jours à Lyon et que ne trouvant pas à s'occuper, il demande un secours pour retourner en Italie.

Le secrétaire ne croit pas pouvoir faire droit à cette demande. Sur ce refus, Formica saisit M. Giabelli à la gorge et le frappe avec un couteau-poignard au visage et sur la tête. M. Giabelli parvint heureusement à parer les coups du meurtrier et engagea avec lui une lutte désespérée, dans laquelle il est encore blessé à la main.

Enfin, M. Mallet, propriétaire du café, au rez-de-chaussée, entendant au-dessus de lui un bruit inaccoutumé, monta aussitôt et saisit l'assassin, dont il réussit à se rendre maître.

Il le fit descendre avec lui et se dirige aussitôt vers le commissariat du quartier. Arrivé rue de Jarente, il rencontre deux gardes urbains auxquels il livre Formica.

Celui-ci tenait encore à la main son couteau ensanglanté. Il n'a d'ailleurs opposé aucune résistance aux agents, qui l'ont conduit au commissariat central.

Les blessures de M. Giabelli sont graves, mais il résulte cependant de l'examen fait par le docteur Bouchacourt que sa vie n'est pas en danger.

— Les préfets des départements limitrophes de la France avec la frontière espagnole ont reçu par instruction de redoubler de vigilance afin d'empêcher des affiliés de l'Internationale de passer de l'autre côté des Pyrénées. Ces instructions ne permettent pas de douter que le gouvernement français n'ait conçu de sérieuses appréhensions sur les conséquences que pourrait avoir pour notre pays un soulèvement socialiste en Espagne. (*Messager de Paris*.)

**Grande-Bretagne.**

Nous croyons utile de donner un compte-rendu plus détaillé de la séance de la Chambre des Communes du 13 février. On se rappelle que c'est à cette date que M. Gladstone a parlé sur la réforme de l'université d'Irlande :

M. SMITH demande si le Parlement a le pouvoir d'imposer un droit d'exportation sur les charbons.

M. GLADSTONE. Le Parlement ne peut imposer un droit uniforme sur les charbons exportés, à cause des traités existants. Le traité avec la France est à la veille d'expirer, mais la France pourra réclamer jusqu'en 1877 sa position de « nation la plus favorisée. » Pendant plusieurs années aussi le Parlement ne pourra, de même, imposer les charbons en destination de l'Allemagne, à cause des traités. Mais le gouvernement s'il était libre, ne demanderait pas au Parlement d'imposer le charbon. (Ecoutez ! écoutez !)

M. BENTINCK demande si le gouvernement a l'intention de proposer une mesure pour mieux empêcher les accidents sur mer, en ce qui concerne surtout les bateaux à vapeur.

M. CHICHESTER FORTESCUE. Je ne pense pas qu'on puisse en faire grand chose pour empêcher la rencontre des navires sur mer. Je n'ai pas le projet de proposer de nouvelles règles applicables aux navires à voiles, mais je crois qu'il y a moyen d'améliorer le système des fanaux ; des expériences, à cet effet, se font en ce moment par ordre du *Board of Trade*. Quelques choses pourraient être faites aussi au point de vue de l'organisation des secours en cas de sinistre. La nature du signal de détresse a une grande importance, et il y a longtemps que le *Board of Trade* cherche à établir le meilleur signal possible. Je pourrai prochainement saisir la Chambre d'un projet dans ce but et j'ai des motifs pour croire que d'autres pays adopteront ma proposition.

SIR H. SELWYN IBERTSON appelle l'attention du gouvernement sur les nombreux accidents de chemins de fer qui ont lieu dans ces derniers temps et demande s'il n'y a rien à faire pour mieux assurer la sécurité des voyageurs.

M. CHICHESTER FORTESCUE. La question est importante. Les compagnies de chemins de fer prennent elles-mêmes en ce moment des mesures dont j'ai bien lieu d'être satisfait. Les inspecteurs m'assurent que les compagnies sont enfin sorties de l'état d'apathie dans lequel elles sont longtemps restées.

M. H. SELWYN IBERTSON dit qu'il saisira prochainement la Chambre d'un bill sur la question.

La Chambre se forme en comité.

M. GLADSTONE se lève pour proposer la mesure annoncée du gouvernement sur la réorganisation de l'université d'Irlande.



graves,

ait par

pas en

rophes

le ont

gillance

ionale

es ins-

ce que

leuses

pour-

so-

r.)

mpte-

de la

r. On

M.

l'uni-

pour

les

impo-

expor-

traité

mais

77 s.

Pen-

des

des

de

le

ent a

mieux

con-

pas

em-

r. Je

s ré-

je

tème

se

rd of

rs en

de

de

long-

abli-

chais-

ce

autres

est

es

es-

peu-

son-

sont

pro-

nes-

me-

ga-

que

des

de

de

end-

sont

ten-

om-

in-

ou-

es-

le-

la

ra-

en-

le-

le-

ter-

en-

m-

rd-

de

le-

de

es

es

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

e-

la Chambre des Communes. La partie n'est pas égale entre les établissements rivaux, à cause de la différence des conditions financières.

Les droits de la conscience étaient fortement intéressés dans la question, car il y avait de longue main des griefs religieux que le devoir du gouvernement obligeait à faire disparaître. C'est là un point qu'il doit considérer à part de la question directe, qui est l'amélioration de l'enseignement académique.

Or, quels étaient les griefs religieux en Irlande? Une grande partie des habitants ne pouvaient procurer à leurs enfants l'enseignement universitaire à cause de leur instruction religieuse. Était-ce bien ou mal? Que nous fussions ou non d'accord avec eux sur l'enseignement de leurs enfants dans des institutions confessionnelles, cela ne pouvait faire question pour nous, puisque le Parlement a exprimé sa préférence pour les institutions non confessionnelles. (Ecoutez!) Le Parlement doit reconnaître les faits existants et ne juger que d'après eux.

Du reste, les catholiques romains n'étaient pas les seuls intéressés dans la matière, le corps des presbytériens luttait aussi sur le terrain de l'enseignement universitaire. Était-il juste, était-il sage de les punir en les excluant?

Les Anglais ne pourraient condamner avec quelque rigueur les catholiques et les presbytériens d'Irlande que s'il était prouvé qu'ils sont dans l'erreur en pareille matière d'enseignement universitaire.

Or, quelle est la situation de cet enseignement en Irlande actuellement? L'organisation présente de l'enseignement pour les catholiques est quelque chose de misérable, de scandaleux. (Ecoutez!) Dans les collèges royaux, le nombre des étudiants inscrits est de 708, et parmi eux l'on compte 181 catholiques. La plupart de ceux-ci du reste ne suivent que la carrière professionnelle et ne recherchent pas l'enseignement universitaire pour ce qui a rapport aux arts et à la culture de l'esprit. (Ecoutez!)

La statistique fait foi que le nombre des étudiants pour les arts est tout à fait mesquin; encore va-t-il en diminuant de jour en jour. (Ecoutez!) Le nombre d'individus qui suivent cette branche d'enseignement est de 145 pour toutes les universités réunies. Cela équivaut à néant, eu égard à la population du pays. Les catholiques, qui forment les trois quarts de cette population, ne fournissent qu'un huitième des étudiants pour les arts, et cette proportion ne paraît pas devoir se maintenir.

J'ai indiqué, ajoute l'orateur, qu'il existe des griefs religieux très graves en Irlande. Si l'on attend ce qui suivra on ne fera qu'empirer un état de choses qui est déjà suffisamment vicieux. (Ecoutez!) Le continueraient aussi peu sage que cela serait injuste.

Au surplus, à part les griefs religieux, il y a en Irlande une nécessité sérieuse de réforme pour les institutions académiques. Au collège de la Trinité, il y a 563 jeunes gens qui suivent les cours. Dans les collèges royaux on compte 221 étudiants pour les cours littéraires. En outre, 455 autres reçoivent l'instruction professionnelle. Enfin, il y a au collège de la Trinité, à Dublin, beaucoup d'individus admis au bénéfice des examens et des degrés.

L'université de Dublin, continue M. Gladstone, est dans une situation de servitude absolue vis-à-vis du collège de la Trinité, ou plutôt de huit personnages (le prévôt et sept agrégés supérieurs) s'élevant eux-mêmes et gouvernant l'une et l'autre institution.

Passant aux tentatives faites aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles pour améliorer l'enseignement académique en Irlande, le ministre fait remarquer que de fait l'intention première n'a jamais été réalisée, car il est prouvé à l'évidence et surabondamment que d'autres collèges ont été désignés pour être réunis au collège de la Trinité.

Quant aux collèges royaux, le gouvernement propose de conserver ceux de Belfast et de Cork, en les affiliant à l'université, et de liquider les affaires du collège de Galway. Un nouveau corps administratif serait formé pour l'université et le Parlement serait chargé de faire les premières nominations. Le 1<sup>er</sup> janvier 1875 les fonctions actuellement exercées par le prévôt et les agrégés les plus anciens seraient transmises au nouveau corps administratif. Puis, après dix ans écoulés, le corps permanent serait élu.

On propose aussi de séparer la faculté de théologie des collèges royaux et de l'université de Dublin, et de prélever sur les biens de l'université une somme de 15,000 liv. (375,000 fr.) pour la construction d'un édifice destiné au logement de la faculté disjointe.

L'université catholique romaine et le collège Maynoe deviendraient également des annexes de l'université de Dublin.

On propose de nommer 24 membres pour former le conseil ordinaire, dont 4 se retireraient chaque année.

L'université réformée serait une institution d'enseignement en même temps que d'examen. Mais, afin de donner toute sécurité aux consciences, on a pensé que le moyen le plus sûr et le plus prudent serait de n'y pas comprendre les cours de philosophie, d'histoire moderne, et de ne pas astreindre à des examens obligatoires sur ces matières les candidats à des postes rémunérés.

À l'égard de la contribution que l'on se propose de demander au collège de la Trinité, la proportion serait d'un quart de son revenu annuel. En évaluant ce revenu à 55,000 livres par an (1 million 375 mille fr.), et en déduisant le quart, il resterait encore au collège de la Trinité une dotation suffisante pour en faire la plus riche corporation de la chrétienté.

Après avoir pourvu aux droits acquis, le ministre estime qu'il resterait une somme d'environ 28,000 livres (700,000 fr.) par an, au profit de l'université nationale. Mais, comme la dépense serait d'environ 50,000 livres (1 million 250 mille fr.), on propose de combler le déficit de 22,000 livres (550 mille fr.), au moyen de l'excédant des biens de l'Eglise ci-devant établie d'Irlande.

Pour compléter enfin la réforme, le gouvernement propose d'abolir tous les actes de serment du Test.

Après avoir expliqué les détails secondaires du projet, le ministre conclut en faisant appel à la sagesse et au patriotisme de la Chambre en faveur de la mesure proposée et en prédisant que, si elle est adoptée, elle permettra aux Irlandais d'élever leur pays au plus haut degré de la culture intellectuelle.

M. DISRAELI demande trois semaines au moins de délai pour l'examen du projet de loi avant la seconde lecture.

M. GLADSTONE propose de fixer la quinzaine à partir de lundi 17 pour la première épreuve. Il ajoute que la discussion en comité n'aurait lieu qu'un mois après la seconde lecture.

M. MITCHELL HENRY proteste contre l'exclusion de la philosophie morale et de l'histoire moderne. Il déclare que la véritable qualification de la mesure proposée serait : « destruction de l'enseignement universitaire en Irlande, et substitution d'un tout autre système, » dont on ne trouverait le pareil dans aucune partie du globe.

La Chambre autorise la présentation du bill. La séance est levée.

On a reçu de Cadix les dépositions des mécaniciens et du passager, tous trois Anglais, qui se trouvaient à bord du *Murillo* lors de la catastrophe du *Northfleet*.

Le mécanicien en chef, après avoir décrit le départ d'Anvers et l'espace parcouru, déclare qu'à un certain moment, la machine ayant été ralentie, le *Murillo* heurta un corps solide. Le choc ne lui parut pas très-violent. Il monta sur le pont pour s'assurer de la cause de l'accident, et vit qu'une collision avait eu lieu avec un navire qu'il n'a pu reconnaître à cause de l'obscurité. Il crut voir néanmoins que c'était un bâtiment de très forte dimension. Le *Murillo* reprit immédiatement sa marche sans trop d'empressement, mais sans s'arrêter, jusqu'à Portland, d'où il fila sur Lisbonne. Le navire qu'on venait de toucher paraissait être à l'ancre. Son fanal brûlait attaché au mât de misaine. Le capitaine de service fit la remarque qu'on n'avait pas dû faire grand mal au navire et qu'il avait dû être touché seulement au bas du faux-pont. Le témoin, quant à lui, déclare que son sentiment est qu'on a tort de ne pas aller au secours du *Northfleet* et de ne s'être pas même enquis du mal qu'il pouvait avoir souffert.

Le second mécanicien a fort bien vu la proue du navire heurté et la figure peinte en blanc qui l'ornait. La première impression de l'équipage du *Murillo* fut qu'on manœuvrait pour aller au secours, et ce fut, avec un sentiment pénible qu'on se sentit emporté au loin à toute vapeur. Il a entendu partir du navire coulé des cris qui demandaient des chaloupes et suppliaient les gens du *Murillo* de ne pas s'éloigner. On ne fit rien pour mettre les chaloupes à l'eau, on était déjà loin, on n'était pas resté plus de cinq minutes dans le voisinage des naufragés.

La déposition du troisième témoin, le sieur Samuel Bell, âgé de 21 ans, passager anglais à bord du *Murillo*, confirme de point en point les deux précédentes.

## ESPAÑE.

Nous continuons à réunir les nouvelles d'Espagne :

Madrid, 14 février. — M. Novillas a été nommé capitaine général de Madrid.

La république a été proclamée à Barcelone. L'ordre est complet, les troupes fraternisent avec le peuple.

L'*Imparcial* assure que l'abdication du roi a été un acte de sa volonté personnelle. Son père s'y serait opposé.

L'Assemblée a élu MM. Perales, Sorin, Gomez, Chao, vice-présidents, et MM. Lopez, Moreno, Belart et Benot, secrétaires.

M. Martos, en prenant possession du fauteuil de la présidence, a insisté sur la nécessité du maintien de l'ordre. Il a terminé en disant qu'en cas d'anarchie il espérait que l'assemblée conférerait au gouvernement d'amples pouvoirs pour sauver le pays.

On croit que le drapeau de la république sera violet, blanc et rouge.

On annonce que le général Moriones a télégraphié de Vittoria qu'il adhère à la république.

La plus grande tranquillité continue à régner à Madrid et dans toutes les provinces.

Les adhésions à la république ne cessent d'arriver des provinces, des autorités civiles et militaires, de la population et de l'armée.

La Banque de Madrid et toutes les maisons de banque importantes du pays font des offres au ministre des finances.

Le maréchal Espartero a félicité le gouvernement de la république dans les termes les plus chaleureux.

Un courrier de cabinet est parti hier pour Paris, porteur de la circulaire de M. Castelar aux représentants de l'Espagne à l'étranger annonçant la constitution du gouvernement républicain en Espagne.

Madrid, 13 février. — Un des premiers actes du nouveau gouvernement a été de gracier les condamnés à mort qui devaient être exécutés ce matin à Barcelone.

On va donner une grande impulsion à l'armement de la nation.

Madrid, 13 février. — Il est probable que M. Oreña sera nommé ministre à Paris. M. Abazurca à Londres, M. Fiol à Bruxelles.

Le ministre d'Espagne à Berlin a eu une conférence avec M. de Bismarck. On croit que l'Allemagne reconnaîtra immédiatement la république espagnole; on annonce qu'un décret paraîtra supprimant les titres nobiliaires et les décorations civiles.

La commission des Cortès est revenue, ayant laissé Amédée en Portugal. Les juntes révolutionnaires formées dans diverses provinces se sont dissoutes en obéissant aux ordres du gouvernement.

Madrid, 11 février. — L'*Imparcial* annonce que M. Ruiz Zorilla a abandonné aujourd'hui l'hôtel de la présidence du conseil et qu'il partira demain pour l'étranger.

Ce journal dit également que le maréchal Serrano était arrivé la veille, à 8 heures du soir, dans les environs de Madrid. Il a mis pied à terre à l'Arroyo de Abonral avec un aide de camp et deux ou trois autres personnes de sa suite. 22 de ses amis l'attendaient là et ils ont tous pris la route de l'Aranjuez.

Hier, un grand nombre de conservateurs se tenaient aux abords du palais législatif.

A minuit et demi, la force militaire a fait évacuer les abords du Congrès.

MM. Malcampo et Topete se sont rendus, hier soir, à l'hôtel de la présidence du conseil pour offrir à M. Ruiz Zorilla, au nom du maréchal Serrano, leur appui pour l'aider à maintenir l'ordre.

Le capitaine général de Catalogne, au reçu des dépêches informant des événements de Madrid, a lancé les deux proclamations suivantes, l'une au peuple, l'autre à l'armée :

« Catalans !

« S. M. le roi a manifesté au gouvernement son dessein de renoncer à la couronne d'Espagne; et, sur les instances des ministres, le roi s'est réservé un délai de vingt-quatre heures pour prendre une résolution définitive. Cet événement est grave, et il est de mon devoir de ne pas vous en dissimuler l'importance et la portée.

« Les Cortès se sont déclarées en permanence en attendant la décision de Sa Majesté. Ce pouvoir légal est le représentant de la nation et par conséquent le vôtre. A un patriotisme appartenant l'initiative et la solution du conflit au cas où il s'agirait de donner effet à la résolution souveraine.

« Catalans !

« Cette nation a traversé, depuis le commencement du siècle, de bien grandes épreuves, et dans toutes, vous avez su donner l'exemple du bon sens, du patriotisme et du respect de la souveraineté nationale. Aujourd'hui, vous êtes de nouveau appelés à faire face à des événements de plus haute importance pour notre histoire, et il est possible, sinon probable, que vous serez aussi appelés à donner de nouvelles preuves d'abnégation et de votre amour de la patrie.

« Honnêtes, laborieux, amis de la liberté et de l'ordre, vous resterez calmes et tranquilles en attendant et en respectant l'arrêt que prononceront les pouvoirs légalement constitués.

« La liberté, l'ordre, la sécurité de la personne et des grands intérêts sociaux sont placés sous votre sauvegarde, et si quelqu'un cherchait à les troubler, je saurais, avec le con-

cours des bons citoyens, accomplir les devoirs imposés à votre capitaine général.

« GARCIA. »

« Soldats !

« Les graves événements qui peuvent surgir d'un moment à l'autre au sein de la nation m'obligent à vous adresser la parole dans la persuasion que je trouverai toujours toute sécurité dans votre discipline, et que ma voix rencontrera un sympathique écho dans vos nobles et valeureux cœurs.

« Quelles que soient les éventualités de l'avenir, votre devoir est le devoir militaire. Le terrain sur lequel vous devez agir n'est pas le sol brûlant des luttes politiques. Votre champ de bataille à vous est celui où l'on est appelé à défendre la liberté et à soutenir et préserver l'ordre parmi les populations.

« Soldats !

« Vous êtes appelés une fois encore à protéger et à assurer les grands intérêts sociaux; pour les défendre, je compte sur vous comme vous pouvez aussi, dans les moments de péril, compter sur votre général.

« GARCIA. »

Il résulte des renseignements publiés par les journaux espagnols que les premiers bruits sur l'abdication du roi ont commencé à circuler à Madrid dimanche le 9 février. D'après *EL Imparcial* il s'agissait d'un acte très-grave de S. M. le roi se rapportant à l'application du § 5 de l'art. 74 de la Constitution, qui dit :

« Art. 74. Le roi a le droit d'être autorisé par une loi spéciale... etc., pour abdiquer la couronne. »

Ce bruit s'est répandu aussitôt dans la ville avec la rapidité de la foudre. Les ministres réunis en conseil à dix heures du soir ne se sont séparés que vers une heure du matin. A la fin de la séance, MM. Martos, Becerra et Echegaray se sont rendus à l'hôtel du président du Congrès, M. Riquelme, avec lequel ils ont conféré plus d'une heure. Dès la première heure du soir, les postes ont été doublés dans la ville, et le premier alcade de Madrid, M. Avalos, s'est porté à la présidence du conseil des ministres pour prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public.

La nouvelle du grave événement a été par le gouvernement, communiquée aux provinces par le télégraphe, qui a donné en même temps des instructions aux autorités pour qu'elles eussent à veiller au maintien de la tranquillité publique.

*EL Imparcial* rend justice aux républicains, qui, dans tous les lieux publics où se tiennent habituellement leurs réunions, ont observé une attitude qui ne fait craindre aucune tentative de désordre de leur côté. Les républicains ont compris qu'il leur convenait moins à eux qu'à tout autre parti politique de provoquer des obstacles et des difficultés aux pouvoirs publics, attendu que tout acte de violence, quel qu'il soit, toute alarme, tout conflit serait une arme dont la réaction se servirait contre eux, et ce qui pis est, contre la liberté.

Heureusement, dit *EL Imparcial*, et soit dit à l'honneur de l'immense majorité de la population, le calme et la sérénité ne feront pas défaut dans la fraction la plus impressionnable du parti républicain pour attendre sans impatience les événements.

D'après *EL Diario espanol*, le parti conservateur a tenu chez M. Martin Herrera une réunion dans laquelle il a été résolu, à cause de la gravité de la situation, de prier le duc de la Torre de rentrer immédiatement à Madrid. Une autre réunion a eu lieu chez M. Sagasta, où s'étaient donné rendez-vous les hommes les plus influents du parti conservateur.

Dimanche, dans la soirée, le directeur général de l'état-major, M. Pila, a rendu visite au ministre de la guerre pour prendre des instructions relatives à l'ordre public. Malgré l'immense agitation provoquée sur tous les points de la ville par la résolution inattendue du roi, on n'a eu aucune tentative de désordre les événements.

La *Epoca*, en commentant cette résolution, dit que la dissolution des corps facultatifs (artillerie) de l'armée a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. L'organe alphoniste respecte les résolutions et les sentiments du roi Amédée, mais il est d'avis qu'un différend grave a surgi entre le souverain et la fraction radicale et que cette dissidence a été rendue publique à la suite de la désorganisation du corps d'artillerie.

La *Epoca* fait observer ensuite qu'en cas de maintien de l'abdication, la conduite des Cortès est toute tracée par l'art. 75 qui dit que, dans le cas où la dynastie occupant le trône viendrait à s'éteindre, les Cortès feront un nouvel appel à la nation, et par l'art. 83, qui prescrit que lorsque le roi se trouve dans l'impossibilité d'exercer son autorité, ou lorsque la couronne est vacante, les Cortès nommeront pour gouverner le royaume, une régence d'un, trois ou plusieurs personnes; en outre, l'art. 84 ajoute qu'en attendant la nomination de cette régence, le royaume sera provisoirement gouverné par le père, ou à son défaut, par la mère du roi, ou, à défaut des deux, par le conseil des ministres.

La *Epoca* recommande ensuite à son parti le calme, la modération et l'indépendance de jugement dont il a fait preuve dans les nombreuses crises politiques et dans les moments d'angoisse et de révolutions de ces cinq dernières années. Quant aux causes qui ont amené l'abdication du roi, elle les trouve dans l'impossibilité où s'est vue la monarchie ébranlée par les Constituantes, d'accomplir sa mission, tant à cause de la faiblesse de son origine que par suite de la politique qui a dominé pendant ces derniers mois. « Cette monarchie représentait le terme de la révolution violente, de celle qui nivela et détruisait l'établissement d'une politique et d'une administration normales, et elle s'est vue obligée de patronner et même de représenter une politique de défiance ne tendant qu'à détruire les éléments monarchiques qui existaient en Espagne. Elle avait besoin d'effectuer un grand travail d'absorption et d'assimilation de ces classes et de ces intérêts qui se tenaient éloignés d'elle et qui, sans doute, ont leur garantie dans le trône, et ont de l'aider dans cette entreprise d'absorption absolument nécessaire, la politique radicale a eu pour mobile de dissoudre et de désorganiser tous ces éléments et d'élargir les distances jusqu'au point de les convertir en ennemis. »

*EL Diario espanol* (anti-dynastique, après avoir fait l'historique de l'abdication, constate que l'opinion publique à Madrid a été profondément impressionnée, mais que l'amour de la patrie a fait naître dans tous les esprits une grande prédisposition au calme dans des moments où la moindre imprudence pourrait porter le plus grand des préjudices à l'avenir du pays. L'organe conservateur, de même que *EL Imparcial*, rend honneur à l'attitude modérée des républicains. Malgré toutes ces apparences de calme, les autorités continuent de veiller au maintien de l'ordre.

La *Ignadad* (républicain fédéral) conseille aux gouvernants, s'ils veulent éviter que leur faiblesse en ces moments ne coûte dans peu de jours des flots de sang au peuple, de porter un coup décisif sur la tête de l'hydre réactionnaire et de sauver le peuple et la liberté. Elle fait ensuite un appel aux libéraux pour extirper pour toujours la tache noire du carlisme, la monarchie étrangère, la réaction alphoniste et tous les ennemis de la liberté, afin que l'on puisse, en arborant le drapeau du peuple sur

l'édifice de la représentation nationale, s'écrier avec orgueil :

« L'Espagne aux Espagnols ! Vive la république fédérale ! »

On croit, dit le *Soir*, à un mouvement républicain en Portugal dans le sens de l'union ibérique.

On sait que, il y a quelques mois, une tentative semblable a avorté et que le comte Peniche, pair du royaume, fut arrêté, ainsi qu'un grand nombre d'officiers et sergents qui sont encore *sub judice*.

Si ce fait se produisait, il aurait une grande gravité.

Le *Soir* affirme que le parti alphoniste ne songe nullement, pour le moment, à se mettre en mouvement



Fernando Samada a la douleur de faire part aux parents et amis que sa sœur bien-aimée **ISABELLA** est décédée le 5 février, après une longue et douloureuse maladie. Le service funèbre aura lieu le jeudi 8 février, à 11 h. du matin, à l'église catholique de Ste-Catherine. Il n'y aura pas d'invitations spéciales. 349

**UNE JEUNE DEMOISELLE RUSSE** sachant la musique et la théorie, désire se placer dans une famille étrangère; elle ne demande pour ses peines que l'entretien nécessaire. Pont Vonesensky, maison n° 26, log. 17. 337

**A VENDRE** pour cause de départ, un piano d'Erard, une machine à coudre et plusieurs tapis. Fourschtatkaia, maison n° 3; s'adresser au suisse. 332

**ПЯТЬ КОМПАНИЙ** на вновь изобретенное 10 лет привилегированное дело, которое изобретено только расширения своих действий. Просить для переговоров сообщить свои адреса или же обратиться к изобретателю. Литейный проспект, дом № 33, кв. № 11, где контора Швиггута. 338

Nous avons la douleur d'annoncer aux parents et amis la nouvelle du décès de notre mère et aïeule bien-aimée **Caroline Amburger, née Ketterlinus**. La défunte a succombé à la suite d'un coup d'apoplexie, le 2 (14) février, à l'âge de 83 ans. 359

**A LOUER** un appartement de 4 à 5 pièces confortablement meublées, au mois. Pont de Police, m. Bachmakov, log. n° 28. 339

**A VENDRE** à bon marché deux grandes couvertures en ours pour traîneaux ou calèche, presque neuves. Gr.-Sadovaia, 18, en face du Gostinnoi Dvor. S'ad. au magasin chimique, qui est à côté de l'horloger, à toute heure. 353

**CIRQUE HINNÉ**  
PLACE MICHEL.  
Aujourd'hui mercredi 7 février  
**GRANDE REPRESENTATION**  
avec le concours des artistes nouveaux.  
On commencera à 7 heures 1/2.  
Prix des places comme à l'ordinaire. 7  
Demain jeudi 8 février, grande représentation.  
Le directeur Ch. Hinné.

## GRANDE SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER RUSSES.

Les personnes qui désireraient se charger pour trois ans de la fourniture de 29,000 sag. cub. de bois de chauffage par an aux stations de Valdaï, Spilow, Ostaschok, Tver, Zarydow, Klin et Kroukow peuvent voir les conditions détaillées tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés, de midi à 4 h. de l'après-midi, à l'administration centrale de la Grande Société, rue Grande Italienskaia, n° 17.

Les déclarations sous enveloppe cachetée doivent être présentées au plus tard le 20 février année courante, à 11 h. du matin. 350

**UN BON CUISINIER** bien recommandé et muni d'excellents certificats, cherche une place en Russie ou à l'étranger. Adresse: Vladimirskaia, n° 15, log. 53. 312

**LEÇONS PARTICULIÈRES D'ANGLAIS**  
Grafton House, Richmond Hill, London.  
Le directeur offre une maison distinguée et confortable aux messieurs qui veulent visiter l'Angleterre. Les meilleures références sont données et des prospectus sont envoyés. H. V. 80

**LEÇONS** de littérature française données par un Parisien pourvue d'un diplôme en premier ordre. S'adresser au bureau du journal, librairie Mellier, sous les initiales B. A. 271

**AVIS.**  
On vend avec l'autorisation du physicien de St-Petersbourg de 1862 diverses préparations contre les rats et souris et contre tous les insectes, et on les détruit, avec garantie, en quelques heures, dans tous les endroits. Près de la perspective Nevsky, au coin de la Grande Sadovaia et Tolmazov pereoulok, n° 15 et 1, magasin chimique Evdokimov, même les fêtes, de 9 h. du matin à 11 h. du soir. 358

**MAGASIN de TABLEAUX, D'ANTIQUITÉS**  
ET DE  
**CURIOSITÉS**  
**ALEXANDRE NEGRI**  
FOURNISSEUR DE LA COUR IMPÉRIALE  
perspective Nevsky, n° 14. 17

**MELANOGENE.**  
TEINTURE PAR EXCELLENCE  
DE COULEUR  
**bleu de Rouen.**  
Pour teindre à la minute en toutes nuances les cheveux et la barbe sans danger pour la peau et sans aucune odeur. Cette teinture est supérieure à toutes celles employées jusqu'à ce jour. — Dépôt principal chez M. A. ROZANOFF, au Gostinnoi Dvor, à St-Petersbourg, et chez les principaux parfumeurs de Russie. O.P. 303

**A VENDRE.**  
Une collection d'histoire naturelle consistant en environ 6,000 oiseaux empaillés de toutes les parties du monde et une très riche collection de papillons, environ 5,000 exemplaires, provenant de la succession d'un voyageur et naturaliste célèbre. S'adresser par écrit sous les initiales W. 7806 à M. Rodolphe Mosse, office de publicité à Berlin. R. M. 174

**TRANSPORTS INTERNATIONAUX**  
**ASSURANCES**  
**CHRETIEN**  
SPETERSBOURG PARIS  
PERSPECTIVE DE NEVSKY RUE DE LECHIKOVA  
N° 1 N° 6  
**MESSAGERIES KRUGER.**  
RECOURS EN DOUANE  
FORMALITÉS EN DOUANE



**THE LITTLE WANZER**  
véritable machine à coudre américaine à couture double et régulière, mise en mouvement par la main ou le pied, remarquable par la solidité et la simplicité de sa construction unie à une grande finesse et élégance de travail. La parfaite convenance de cette machine à l'usage des familles a sa preuve dans ce fait qu'actuellement dans l'Angleterre seule il y a environ 40,000 de ces machines en activité. La commission pédagogique royale en Irlande a reconnu « The Little Wanzer » comme la meilleure machine à coudre et la choisie pour être employée dans toutes les écoles d'Irlande. B. G. Ter Brake, agent général pour toute la Russie et son magasin et son atelier à St-Petersbourg, perspective Nevsky, entre la Grande et la Petite Morskaja, n° 11, log. n° 19. — Ces machines sont aussi en vente chez Brink et Co, Gostinnoi Dvor, n° 132. — Agents pour Moscou, Shanks et Bolin, (magasin anglais) pont des Marchaux. — Nous ne garantissons l'authenticité des machines « The Little Wanzer » que lorsqu'elles ont été achetées chez nos agents. 3522  
R. M. Wanzer et Co, Hamilton (Amérique).

**PROFESSORAT**  
Office à Genève, Côte n° 11.  
Placement des professeurs et des institutrices dans les familles et les institutions publiques et privées.  
Inscription gratuite. H. V. 202

**L'AMBADEUR DE TURQUIE**  
invite tous les fournisseurs qui auraient des comptes à lui remettre à vouloir bien les présenter immédiatement, 16, quai de la Cour.

**A L'ABEILLE DU NORD.**  
21, Grande Moïstaia, maison Tour, n° 21.  
Fabrique de parfumerie et de savonnerie.  
Crème de Glycérine, 55 cop.  
Ce précieux cosmétique évite le hâle et les gerçures, et conserve à la peau son velouté et sa finesse; rien d'aussi efficace n'a été présenté jusqu'à ce jour. Grand choix de hautes nouveautés, en jais, écaillé, ivoire, bronze. Dépôt des premières maisons de Paris et de Londres. 345

**CHEMIN DE FER  
DE  
VARSOVIE-BROMBERG.**

Mouvement et recettes pendant le mois de janvier 1873.

	Voyageurs d'ass.	Marchandises.	Divers.	Total.
	POUDS.	R.	C.	R.
Du 1 <sup>er</sup> au 31 jan. 1873. . . . .	22,905	1,608,700	13,990 52	48,104 11
Du 1 <sup>er</sup> au 31 jan. 1872. . . . .	21,008	1,354,426	14,181 43	34,223 84
Diffé. en 1872. . . . .	+ 1,897	+ 254,274	— 190 91	+ 13,880 27
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 1873. . . . .				+ 3,820 34 1/2
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 1872. . . . .				+ 17,509 70 1/2
Diffé. en 187. . . . .				

La Direction des chemins de fer Varsovie-Vienne et Varsovie-Bromberg. 364

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE DE COMMERCE DE VARSOVIE

a l'honneur de porter à la connaissance du public que, conformément à la décision de l'assemblée générale de MM. les actionnaires de la Banque, prise le 26 juin (8 juillet) 1872, et avec l'autorisation de M. le ministre des finances, donnée le 22 décembre 1872, aura lieu :  
La quatrième émission de 24,000 actions à 250 r. pour la somme totale de 6,000,000 r.

**Aux conditions suivantes :**  
1<sup>re</sup> Chaque action des trois premières émissions donnera droit à la réception de deux actions de la quatrième émission, au prix nominal de 250 r., avec paiement supplémentaire de 10 r. par action, destinés au fonds de réserve de la Banque.

2<sup>re</sup> Les personnes désirant se prévaloir de ce droit doivent présenter leurs actions du 17 février (1<sup>er</sup> mars) au 1<sup>er</sup> (13) mai de l'année courante (et non au 1<sup>er</sup> (13) mars, comme il avait été publié précédemment) à la caisse de la Banque à Varsovie ou bien à la caisse de sa succursale de St-Petersbourg (pont de Police, maison Elissélew, entrée du quai de la Moïka), et verser 40 % du prix nominal, c'est-à-dire 100 roubles par action et 10 roubles au fonds de réserve de la Banque, soit 110 roubles par action. Aux versements faits après le 17 février (1<sup>er</sup> mars) devront être ajoutés les intérêts, calculés à raison de 6 % par an. Le droit d'obtenir des actions sur les bases ci-dessus énoncées, cesse à partir du 1<sup>er</sup> (13) mai de l'année courante, et les actions non réclamées seront vendues au profit de la Banque.

3<sup>re</sup> Les actions de la quatrième émission donnent droit au dividende pour dix mois de 1873, c'est-à-dire depuis le 17 février (1<sup>er</sup> mars) jusqu'à la fin de l'année, proportionnellement aux versements effectués.

4<sup>re</sup> Les versements sur les actions de la quatrième émission peuvent être faits immédiatement après la publication de la présente annonce jusqu'au terme fixé dans l'art. 2, et dans ce cas, la Banque bonifie sur les versements un intérêt proportionnel de 5 0/0 par an jusqu'au 17 février (1<sup>er</sup> mars) 1873.

5<sup>re</sup> L'annonce des termes des versements suivants sur ces actions sera faite en temps utile. 348

## SITUATION DES COMPTES DE LA BANQUE RUSSE POUR LE COMMERCE ÉTRANGER au 31 janvier 1873.

ACTIF.				PASSIF.			
Caisse : Solde en caisse . . . . .				Capital : 1 <sup>er</sup> versement 40 0/0 sur 30,000 actions à 250 r.			
en comptes courants dans les banques locales. . . . .				Correspondants de la Banque et créanciers divers : leurs comptes créanciers. . . . .			
130,061 52				Acceptations. . . . .			
113,240 17				Intérêts et commission prélevés, etc., pour l'année 1872. . . . .			
Lettres de change sur l'étranger et or : en portefeuille. . . . .				pour l'année 1873. . . . .			
403,187 61				11,120 29			
Lettres de change locales : en portefeuille, lettres de change escomptées et reçues à l'encaissement. . . . .				Frais généraux : Administration, loyer, guilde, etc., pour l'année 1872. . . . .			
1,723,434 02				pour l'année 1873. . . . .			
Fonds publics : propriété de la Banque et pour compte de divers. . . . .				11,120 29			
340,506 44				Situations des comptes			
57,125 80				A ST-PETERSBOURG			
Succursale à Londres : avoir de la Banque. . . . .				A LONDRES.			
330,500				TOTAL.			
Correspondants de la Banque et débiteurs divers : solde à leur débit. . . . .				r. c. liv. st. sh d. Cours. r. c. r. c.			
80,332 14				137,851 03			
Papier timbré : en portefeuille. . . . .				50 597,066 31			
3,525 38				2,428,270 64			
Frais généraux : Administration, loyer, guilde, etc., pour l'année 1872. . . . .				84,478 25			
pour l'année 1873. . . . .				424,984 69			
11,120 29				57,125 80			
107,890				8,087,138 40			
3,289,803				80,332 14			
28				12,101 48			
1,454,906				54,770 68			
7 2				162,660 68			
10,664,463				13,954,266 88			
2,267,000				100,000			
42				733 r. 733,000			
71				3,000,000			
12,736 6 8				672,844			
1,312,048 10 3				59,755			
93,857 32				1,312,048			
9,617,315 60				118			
9,677,071 31				290,203			
15				30,121			
10 3				220,790			
68				510,993			
83				1,454,906			
28				7 2			
1,454,906				10,664,463			
60				13,954,266			
88				88			

**LE DOCTEUR BERGLIND**  
a l'honneur d'annoncer au public qu'il ne dirige plus la gymnastique à l'établissement du Passage, mais qu'il a maintenant pris la direction de la gymnastique médicale et pédagogique à l'établissement situé au pavillon gauche du palais des Ingénieurs, qui est ouvert pour les hommes tous les jours de 8 à 11 h. du mat. et de 2 1/2 à 5 h. de l'après-midi et pour les dames de midi à 2 h. de l'après-midi. Entrée du côté du square. 336

**AVIS**  
L'administration de l'Hôtel impérial des Monnaies à St-Petersbourg considère comme son devoir d'annoncer à tous les propriétaires des exploitations d'or russe, ainsi qu'à tous les possesseurs de quittances pour la réception des pièces d'or dudit Hôtel, que, conformément à l'autorisation, accordée par S. Exc. le ministre des finances, le paiement des quittances en or, à partir du 8 février 1873, devra être effectué, non à l'Hôtel des Monnaies, mais à la Banque de l'Etat, aux jours préalablement fixés à cet effet. En conséquence de cet arrangement, tous les porteurs de ces quittances sont priés de les présenter à l'Hôtel des Monnaies deux jours, ou du moins un jour avant l'expiration du terme, de 10 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, afin de soumettre les quittances, ainsi que leurs endossements, à une révision préliminaire. 360

## CHEMIN DE FER DE VARSOVIE-VIENNE

Mouvement et recettes pendant le mois de janvier 1873.

	Voyageurs d'ass.	Marchandises.	Divers.	Total.
	POUDS.	R.	C.	R.
Du 1 <sup>er</sup> au 31 jan. 1873. . . . .	84,458	5,166,674	71,729 79	196,466 68
Du 1 <sup>er</sup> au 31 jan. 1872. . . . .	72,414	4,236,875	62,142 57	167,163 33
Surplus en 1873. . . . .	12,044	929,799	9,587 22	29,303 35
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 1873. . . . .				7,511 61
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 1872. . . . .				46,402 18
Surplus en 1872. . . . .				

La Direction des chemins de fer Varsovie-Vienne et Varsovie-Bromberg. 363

## BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 6 FÉVRIER 1873.

CHANGE, FONDS PUBLICS. CHEMINS DE FER.				ACTIONS ET OBLIGATIONS.			
COURS DU CHANGE EN ARGENT.				Valeurs industrielles.			
LONDRES... 3 mois, 32 3/32, 23/32, 3/4 p.				Banq. de comm. privée de St-Pét.			
AMSTERDAM. 3 mois, 164 1/2, 1/8 cents				Banq. de prêts et d'esc. de St-Pét.			
HAMBURG... 3 mois, 277, 276 3/4 mt.				Banque de comm. Volga-Kama.			
PARIS... 3 mois, 343 3/4, 3/4 c.				Banque de comm. de Varsovie			
BRUXELLES... 3 mois, cent.				Banque privée de Kiev			
BERLIN... 15 jours, 91 1/2 th. pour 100 r.				Banque de comm. de Réval 1 <sup>re</sup> ém.			
VALEURS NON LIBÉRÉES.				Banque d'Escompte de Varsovie			
Chemins de fer (actions).				Banque de commerce d'Odesa.			
Liban.				Banque de comm. de Nicolaïev.			
Brest-Grande (70)				Banque industrielle de Kiev			
Moscou-Brest.				Banque foncière de Kharkov			
Valeurs indust.				Mont de pitié			
Banque internat. de St-Petersb 1 <sup>re</sup> ém.				Garde et nant. des effets et marc.			
2 <sup>de</sup> ém.				Lombard privé de St-Petersb.			
Oblig. 6 0/0 du Mont de Piété (125)				Compagnie des eaux minérales			
Société d'entrepôts sur Golodai (100)				Comp. gaz de St-Petersbourg.			
Lloyd russe (250)				Nouvelle compagnie du gaz			
Banq. Russe pour le comm. étranger (100)				Compagnie du gaz d'Odesa.			
Soc. russe Metall. et de Constr. mécan.				Filature de coton			
Banque de commerce d'Azow-Don (175)				Nour. comp. de filature de coton			
Banque de commerce de Riga (150)				Filature de coton Samson.			
Banque de comm. de Rostov sur Don (175)				Comp. des cond. d'eau de St-Pét.			
Banque d'Esc. de St-Petersb. (75) 2 <sup>de</sup> ém.				Brasserie Bavaria			
Act.de la Banque.fonc. de Toulou (50)				Compagnie Archimède			
Act. de la Banq. fone. de Poltava (50)				Expl. des carr. Pout-Antonovsky			
Société russe de Construction (50)				Comp. de tannerie de Vladimir.			
Comp. du Nord des march. avec ém. de warrants (125)				Compagnies d'assurances contre l'incendie			
Act. de la Banq. fone. Yarosl-Kost. (52 1/2)				Première comp.			
Act. de la Banq. fone. de Nijni-Novgorod-Samara (52 1/2)				Seconde comp.			
				La Salamandre.			
				Comp. de St-Petersbourg.			
				Comp. moscovite.			
				De Russie.			
				Réassurance			
				Société d'assurance de commerce			
				Maritime et fluviale			
				Des transp. par eau et par terre.			
				Nadejda			
				Dvigatel			
				Russie contre la grêle.			
				Compagnies de navigation.			
				A vapeur Volga.			
				d <sup>o</sup> Samole.			
				d <sup>o</sup> (obligations).			
				d <sup>o</sup> Kama et Volga.			
				d <sup>o</sup> et de commerce russe.			
				d <sup>o</sup> Wolchow.			
				A vapeur Neptune.			
				De la mer Blanche.			
				Caucase et Mercure.			
				Le Nord.			
				Dniep.			
				Et à voiles, le Dauphin.			
				Vulkan.			
				De la Schekсна.			
				Lebid.			
				A vapeur sur le Don.			
				d <sup>o</sup> sur l'Amour.			
				Du Touage Volga-Tver (obl.).			
				d <sup>o</sup> d' (act.).			
				Port marchand de Pétershof.			
				Chemins de fer (actions).			
				Grande Société des ch. de fer russes.			
				Tskarsko-Selo			
				Riga-Dunabourg			
				Moscou-Kiazan			
				Kiazan-Vitchik			
				Varsovie-Teresopol			
				Volga-Don			
				Kiazan-Kozlov.			
				Kiazan-Morschansk			
				Koursk-Kiev			
				Kozlov-Voronège			
				Orel-Yelet.			
				Yelet-Griazi			
				Schouva-vanovo			
				Vitebsk-Orel			
				Rybinsk-Bologoe			
				Tambou-Sarawot			
				Kozlov-Lambow			
				Novotorjok			
				Moscou-Smolensk			
				Varsovie-Vienne			
				Griazi-Borissogolebsk			
				Griazi-Tsarizine			
				Koursk-Khar-Azow			
				Pouti-Iltiss			
				Baltique			
				Kineschne-Vanov			
				Voronège-Grouchow			
				Varsovie-Bromberg			
				Odesa (100)			
				Chemins de fer (obligations)			
				Obl. des ch. de fer 5 <sup>o</sup> consolidées. 1 <sup>re</sup> ém.			
				d <sup>o</sup> 2 <sup>de</sup> ém.			
				d <sup>o</sup> 3 <sup>de</sup> ém.			
				Obl. de la Gr. Société			
				des ch. de fer 4 1/2 %			
				Obl. ch. de f. Nicolas.			
				1 <sup>re</sup> émiss.			
				Riga-Dunabourg			
				Kiazan-Kozlov			
				Moscou-Kiazan			
				Varsovie-Teresopol			
				Kiazan-Morschansk			
				Koursk-Kiev			
				Vitebsk-Orel			
				Pouti-Iltiss			
				Schouva-vanovo			
				Orel-Yelet			
				Koursk-Khar'kov			
				Moscou-Smolensk			
				Tambou-Kozlov			
				Kremen-Khar'kov			
				d <sup>o</sup>			
				Khar'kov-Azow			
				d <sup>o</sup>			
				Moscou Yaroslavl			
				Rybn-Bologoe 1 <sup>re</sup> ém.			
				d <sup>o</sup> 2 <sup>de</sup> ém.			
				Baltique			
				Orel-Griazi			
				Kozlov-Voronège			
				Moscou-Koursk 6 1/2 %			